



Horaires des prières

Fajr : 03h53 Dohr : 12h45
Asr : 16h33 Maghreb : 19h49 Isha : 21h23
Iftar : 19h49
Imsak : 03h53

MÉTÉO

Alger : 28° 16°
Oran : 28° 16°
Annaba : 26° 16°
Béjaïa : 24° 14°
Tamanrasset : 40° 26°

www.dknews-dz.com

PRÉSIDENTE

Le chef de l'Etat reçoit le Premier ministre

P. 24



FRANCE-ALGÉRIE

La France souhaite que le processus électoral en Algérie se déroule dans de «bonnes conditions»

P. 3

POUR LE 12^E VENDREDI CONSÉCUTIF

Poursuite des marches populaires à travers le pays



Les marches populaires se sont poursuivies à Alger et dans d'autres wilayas du pays, pour le 12^{ème} vendredi consécutif, avec les mêmes mots d'ordre réclamant le changement radical et le départ de «tous les symboles du système», ont constaté des journalistes de l'APS. Les marches d'hier ont coïncidé avec le premier vendredi du mois de Ramadhan, soit au 5^{ème} jour du mois sacré, caractérisé par un temps chaud avec des températures estivales, ce qui n'a pas dissuadé les Algériens de sortir pour poursuivre leur mouvement de protestation qui débuté le 22 février dernier.

P. 3



APN :

Séance consacrée aux questions orales sur fond de boycott de députés

P. 4

IMPORTATIONS ALIMENTAIRES :

Baisse de 14 % au 1^{er} trimestre 2019

P. 6

EXAMEN DE FIN DE CYCLE PRIMAIRE

Début de l'opération de retrait des convocations des candidats

P. 2



SANTÉ

HORLOGE BIOLOGIQUE

Les effets du travail en horaires décalés sur la santé...

P. 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (27^E JOURNÉE) :

Chocs entre mal classés et duels à distance entre prétendants au titre

La 27^e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévue samedi en nocturne, propose des affiches prometteuses, avec notamment des chocs entre clubs mal classés, alors que le leader USM Alger accueillera le relégable Olympique Médéa (14^e) qui n'aura pas droit à l'erreur.

P. 21

PÉTROLE :

Chevron renonce au rachat d'Anadako, cède la victoire à Occidental

P. 6

MDN

Louisa Hanoune placée en «détention provisoire» dans une prison civile de Blida

P. 3

DU 16 AU 25 MAI À ORAN

14^e rencontre de «Dourouss Mohammadia»

La 14^e édition de «Dourouss Mohammadia» est prévue du 16 au 25 mai sous le thème «L'éducation en islam» à l'initiative de la zaouia Belkaidia Habria, dont le siège est basé à Sidi Maarouf à l'est d'Oran, ont annoncé jeudi les organisateurs. Cette édition de la série de Dourouss Mohammadia enregistre la participation d'ulémas et théologiens du monde arabe dont, outre l'Algérie, l'Égypte, la Mauritanie, le

Yémen, la Jordanie, la Syrie, la Tunisie, le Soudan, le Liban et le Koweït qui animeront des conférences autour du thème de cette rencontre.

Les conférences s'articuleront autour de «la jeunesse en islam», «la morale chez les ulémas du hadith», «l'éducation spirituelle dans la vie des compagnons du prophète (QSSSL)» et «l'éducation et son impact dans la réforme de la société», entre autres.



Horaire des prières

Vendredi 5 - Samedi 6 ramadhan 1440

Fajr	03:53
Dohr	12:45
Asr	16:33
Maghreb	19:49
Isha	21:23

LES 18 ET 19 JUIN À L'USTO
2^e workshop international
sur la cryptographie
et ses applications

Le deuxième workshop international sur la cryptographie et ses applications est prévu les 18 et 19 juin prochain à l'Université des sciences et de la Technologie «Mohamed Boudiaf» d'Oran. Cette manifestation regroupera des experts nationaux et étrangers autour de la Cryptographie dans le but de faire le point sur les dernières avancées en ce domaine et celui de la sécurité informatique sur les plans de la méthode, des technologies et des applications. Ce 2^eème workshop s'adressera à la communauté des chercheurs universitaires nationaux en premier lieu et aux industriels qui participent aux développements de la sécurité des données et de conception liées à cette activité, a-t-on souligné. Les organisateurs ambitionnent d'établir des contacts entre les chercheurs universitaires et les chefs d'entreprises de telle manière à lancer un partenariat effectif et bilatéral dans l'intérêt du développement de l'industrie locale et nationale, a-t-on fait savoir.

GHARDAÏA
Délivrance du premier
permis biométrique

La première opération «pilote» de délivrance de permis de conduire biométrique dans la wilaya de Gharadaia a débuté dans la commune du chef-lieu. Cette opération de numérisation du permis de conduire, qui s'inscrit dans le cadre global de la modernisation de l'Administration et la mise en place du guichet électronique unique, sera généralisée prochainement aux treize (13) communes de la wilaya, a indiqué le directeur de la réglementation et des affaires générales (DRAG).

EXAMEN DE FIN DE CYCLE PRIMAIRE
Début de l'opération
de retrait des convocations
des candidats

L'opération de retrait des convocations pour les candidats aux épreuves de l'enseignement primaire, session 2019, a été ouverte jeudi, a annoncé le ministère de l'Éducation nationale sur sa page Facebook. Le ministère a précisé que le retrait de ce document s'effectue via le site électronique de l'Office national des examens et des concours (ONEC): <http://cinq.onec.dz>. La même source indique que l'ouverture des sites pour le retrait des convocations des candidats au baccalauréat et au Brevet d'enseignement moyen (BEM) se fera à partir du mercredi 15 mai 2019. Les candidats concernés peuvent retirer également leurs documents via le site électronique de l'ONEC: <http://bac.onec.dz> et <http://bem.onec.dz>, ajoute la même source.

ESPLANADE DES
ARTISTES
Hakim El Ankis
en concert

Dans le cadre du programme d'animation «Layali Ramadan», l'artiste Hakim El Ankis, animera un concert ce soir à partir de 22h30 au niveau de l'Esplanade des artistes (Tahtat El Fananin, Port d'Alger).



Météo

	Max	Min
Alger	28°	16°
Oran	28°	16°
Annaba	26°	16°
Béjaïa	24°	14°
Tamanrasset	40°	26°

PROMENADE
DES SABLETTES
Le chaâbi
à l'honneur

La musique chaâbi sera à l'honneur durant tout le mois de Ramadhan au niveau du théâtre en plein air Sid Ali Kouriate de la promenade des Sablettes. Au programme demain dimanche 12 mai à partir de 23h : concert animé par Mourad Djaâfri, Badji Bahri et Thanina.

► DURANT LE MOIS DE RAMADHAN
CHEZ MOBILIS
+50% sur les volumes
internet «Win Max Libre
et Win Max Control»

À l'occasion du mois sacré, Mobilis accompagne ses clients postpayés «Win Max Control» et «Win Max Libre», en offrant 50% de plus sur le volume Internet, pour toute nouvelle acquisition, migration ou un simple renouvellement. À partir du 1^{er} jour de Ramadhan et jusqu'au 31 Mai, un Bonus Internet de 50% sera additionnel au forfait initial des offres «Win Max Control» et «Win Max Libre», pour une validité de 1 mois ! Profitez-en au Max! Pour plus d'information, rendez-vous sur le site de Mobilis www.mobilis.dz ou sur notre page Facebook.

LUNDI À LA SALLE IBN
KHALDOUN
Soirée andalouse

Dans le cadre de la 16^e édition des «Andalousiate El Djazaïr», l'association El Djazira, animera un concert de musique andalouse, lundi 12 mai à partir de 23h, au niveau de la salle Ibn Khaldoun.

AÏN ALLAH
Spectacle d'animation
pour enfants

Dans le cadre de son programme d'animations nocturnes spécial Ramadhan, l'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, organise ce soir à partir de 23h, au niveau de la forêt d'El Khroub de Aïn Allah (Delly-Ibrahim, Alger), un spectacle spécial pour enfants.

ECOLE DE MUSIQUE
ABDELHAMID-BENHADOUA
Soirée artistique animée
par Tamurt Toufik

L'artiste Tamurt Toufik, animera une soirée musicale spécial chaâbi, ce soir à partir de 23h, au niveau de l'Ecole de musique Abdelhamid-Benhadoug de Kouba (Alger).

► FÉDÉRATION ALGÉRIENNE
DES CONSOMMATEURS
Présentation demain
du bilan de la campagne de
lutte contre la spéculation

Le président de la Fédération algérienne des consommateurs (FAC), M. Mohamed Toumi, animera une conférence-débat, demain dimanche 12 mai à partir de 11h, au Forum d'El Moudjahid. La rencontre portera sur la présentation du bilan de la campagne de lutte contre la spéculation lancée par le ministère du Commerce à l'occasion du mois de Ramadhan.

► FI ESSAMIM
Emission consacrée demain
aux crimes portant atteinte
au patrimoine culturel

À l'occasion de la célébration du mois du patrimoine, l'émission «Fi Essamim» de l'espace radio de la Sécurité nationale, sera consacrée demain dimanche 12 mai à partir de 16h sur les ondes de la chaîne 1, aux crimes portant atteinte au patrimoine culturel.

Poursuite des marches populaires à travers le pays pour le 12^e vendredi consécutif

Les marches populaires se sont poursuivies à Alger et dans d'autres wilayas du pays, pour le 12^e vendredi consécutif, avec les mêmes mots d'ordre réclamant le changement radical et le départ de «tous les symboles du système», ont constaté des journalistes de l'APS.



Les marches d'aujourd'hui ont coïncidé avec le premier vendredi du mois de Ramadhan, soit au 5^eme jour du mois sacré, caractérisé par un temps chaud avec des températures estivales, ce qui n'a pas dissuadé les Algériens de sortir pour poursuivre leur mouvement de protestation qui a débuté le 22 février dernier. A Alger, et à l'instar des précédents vendredis, la mobilisation des citoyens n'a pas trop faibli, les premiers groupes des manifestants ayant commencé à affluer vers l'esplanade de la Grande

poste et la Place Maurice Audin dès la matinée, avant d'être rejoints par d'autres en début d'après-midi. Les manifestants ont battu le pavé pour silloner les différentes artères de la capitale dans un climat serein et en présence d'un dispositif sécuritaire renforcé pour la circonstance. Drapés de l'emblème national et brandissant des banderoles, les citoyens ont réclamé le départ de tous les symboles du système politique, le jugement de tous ceux qui sont impliqués dans des affaires de corruption, tout en expri-

mant leur attachement à l'unité nationale et réaffirmant que «la souveraineté appartient exclusivement au peuple».

Ils ont également signifié leur refus de l'organisation de l'élection présidentielle du 4 juillet prochain, réitérant en même temps leur revendication quant au départ des trois B, en référence notamment au chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, au Premier ministre Nouredine Bedoui et au président de l'Assemblée populaire nationale, Moad Bouchareb. Les marches de ce vendredi intervi-

nent après le placement dimanche dernier en détention provisoire de Athmane Tartag, Mohamed Medienne et Said Bouteflika pour «atteinte à l'autorité de l'Armée» et «complot contre l'autorité de l'Etat», sur décision du juge d'instruction militaire près le tribunal militaire de Blida.

Dans le cadre de la même enquête, Louisa Hanoune, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), a été également placée hier jeudi en «détention provisoire» par le tribunal militaire de Blida dans une prison civile de cette wilaya.

MDN :

Louisa Hanoune placée en «détention provisoire» dans une prison civile de Blida

Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), a été placée jeudi après-midi en «détention provisoire» par le tribunal militaire de Blida dans une prison civile de cette wilaya, a-t-on confirmé auprès du ministère de la Défense nationale (MDN).

Mme Louisa Hanoune a été convoquée auparavant par le juge d'instruction près le tribunal militaire de Blida pour être entendue dans le cadre de l'enquête ouverte contre Athmane Tartag, Mohamed Medienne et Said Bouteflika, poursuivis pour «atteinte à l'autorité de l'Armée» et «complot contre l'autorité de l'Etat».

Pour rappel, le juge d'instruction militaire près le tribunal militaire de Blida a ordonné le 5 mai courant, le placement en détention provisoire de Athmane Tartag, Mohamed Medienne et Said Bouteflika pour «atteinte à l'autorité de l'Armée» et «complot contre l'autorité de l'Etat», avait indiqué un communiqué de la Cour d'appel militaire de Blida.

CRISE POLITIQUE : Des militants proposent «un manifeste pour une Algérie nouvelle»

Des militants politiques issus de différentes formations ont proposé lors d'une table ronde à Tizi-Ouzou, un manifeste pour une sortie de la crise politique actuelle et l'avènement d'une «nouvelle République». Au cours de cette rencontre organisée jeudi soir à l'Université Mouloud Mammeri (UMMT), les promoteurs de la proposition intitulée «Manifeste pour une Algérie nouvelle», ont indiqué que cette contribution se veut un moyen permettant de «refonder l'Etat» pour l'avènement d'une nouvelle République.

«La démocratie repose essentiellement, sur deux piliers, à savoir la liberté et l'égalité et ne peut se réduire au seul suffrage universel», a soutenu Tarik Mira, ancien responsable du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) et l'un des rédacteurs d'un document ponctuant cette rencontre.

C'est pourquoi, il est primordiale, a-t-il poursuivi, de promouvoir «une démocratie substantielle» qui consacre toutes les libertés, collectives et individuelles, et non pas juste «une démocratie arithmétique et de procédures».

Pour sa part, Hamid Ouazar, ancien responsable et député du Front des forces socialistes (FFS), a relevé «une profusion de propositions pour une sortie de crise» depuis le 22 février dernier, mais, qui portent toutes, a-t-il déploré, sur «les mécanismes et les personnes devant gérer cette transition».

Or, fait-il remarquer, «la consécration de la démocratie est liée à la nature de l'Etat que nous voulons construire».

«Nous devons d'abord savoir ce que nous voulons et ensuite définir quelles sont les instances et les mécanismes à mettre en place et choisir ceux qui vont les gérer», a-t-il expliqué. Les rédacteurs de ce manifeste relèvent dans son préambule que la construction de «l'Etat démocratique et social» dans «le respect des libertés fondamentales» énoncée par la plate-forme de la Soummam et la Déclaration du 1^{er} novembre 1954 n'a pas abouti.

Ils soulignent, à cet effet, «la nécessité de refonder l'Etat pour l'avènement d'une nouvelle République en combinant valeurs, principes et fondements de la démocratie avec notre référentiel mémoriel dont la lutte de libération nationale reste un exemple et l'élément constitutif de l'édification de l'Etat national souverain».

Déclarant, par ailleurs, «agir en faveur d'un mouvement d'opinion pour la concrétisation, par des moyens pacifiques, des objectifs de ce manifeste», ces militants qui ont lancé une campagne de collecte d'un million de signatures, ont appelé à consacrer les éléments de ce manifeste au cœur des «assises des institutions de la transition et de la Constituante».

APS

FRANCE-ALGÉRIE

La France souhaite que le processus électoral en Algérie se déroule dans de «bonnes conditions»

Après vérification par l'APS, le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a répondu aux questions des députés le 6 mars 2019. Cette réponse à une question d'un député sur la situation politique en Algérie remonte à cette date. Les réponses du ministre français n'ont été reçues qu'hier mercredi 8 mai 2019 par le bureau de l'APS de Paris.

Le journaliste, voulant apporter une précision de sa part, a ajouté la date de l'élection présidentielle, alors que le ministre ne l'a pas évoquée explicitement. Toutefois, les propos du ministre français ont été fidèlement repris. L'APS s'excuse auprès du MAE français et de ses abonnés. Prière tenir compte de la dépêche suivante avec les corrections nécessaires et d'annuler la dépêche diffusée mercredi le 8 mai.

La France souhaite que le processus électoral en Algérie se déroule dans de «bonnes conditions, avec toute la transparence et la sérénité nécessaires».

«Nous souhaitons que le processus électoral se déroule dans de bonnes conditions, avec toute la transparence et la sérénité nécessaires. Vous avez raison, il s'agit d'un moment essentiel pour l'histoire de l'Algérie, ce pays devant trouver l'impulsion nécessaire pour faire face aux défis qui se trou-

vent devant lui et pour répondre aux aspirations profondes de son peuple et de l'ensemble des Algériens», a déclaré le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian en réponse à une question d'un député sur la situation politique en Algérie, ajoutant que «c'est dans cet esprit que nous apprécions aujourd'hui la situation».

Les réponses du ministre français, faites le 6 mars dernier, ont été publiées dans le journal officiel français le 7 mars, souligne-t-on. Le chef de la diplomatie française a mis l'accent sur «l'importance» des manifestations et de la protestation populaire «qui se sont déployées depuis la décision du président Abdelaziz Bouteflika de déposer sa candidature à un nouveau mandat».

«Les manifestations sont restées pacifiques, les forces de sécurité y ayant apporté une réponse mesurée. Je souhaite vraiment que cet esprit de responsabilité perdure et que le peuple algérien trouve les voies de sortie de cette crise», a-t-il affirmé, soulignant que «tout ce qui se passe en Algérie a des implications dans notre pays». Le ministre français a mis en valeur la position «stratégique» de l'Algérie, à la fois en Méditerranée et sur le continent africain, où «elle touche la Libye et le Sahel».

«Nous prenons toutes nos respon-

sabilités dans ces régions, essentielles pour notre propre sécurité», a-t-il dit, indiquant que les flux migratoires avec l'Algérie «sont stables et maîtrisés» et dont le gouvernement français accorde une «importance toute particulière».

Interpellé par un autre député, Jean-Yves Le Drian a déclaré que la France, «en raison de nos liens historiques () avec l'Algérie, est évidemment très attentive au déroulement de cette échéance majeure». Pour lui, la France «appliquera trois principes». «Premièrement, l'Algérie est un pays souverain, et c'est au peuple algérien, et à lui seul, qu'il revient de choisir ses dirigeants et son avenir. C'est au peuple algérien de définir ses aspirations, ce qui implique la transparence et la liberté du processus», a-t-il expliqué. «Deuxièmement, l'Algérie est un pays ami auquel nous rattachons des liens multiples. Ce qui s'y passe a évidemment, nous le constatons, des conséquences directes et un fort retentissement en France», a-t-il ajouté. «Troisièmement, enfin, l'Algérie est un pays clé en Afrique et en Méditerranée. C'est pourquoi sa stabilité, sa sécurité et son développement sont tout à fait essentiels», a-t-il souligné, indiquant que «c'est dans cet esprit que la France appréhende cette échéance cruciale en Algérie».

SOLIDARITÉ NATIONALE M^{me} Ghania Eddalia : «Promouvoir la formation pour moderniser et améliorer les services du secteur de la solidarité nationale»

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia a mis en avant, jeudi à Alger, l'importance de la formation dans la modernisation du secteur et l'amélioration du niveau des prestations assurées.

Lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), Mme Eddalia a fait savoir que «les efforts visant la modernisation du secteur se poursuivent notamment en matière de formation de la ressource humaine», précisant que le ministère a bénéficié d'un programme pour la formation de 7769 bénéficiaires.

Indiquant que son département ministériel attend la sortie, en début 2020, la sortie de 67 cadres du ministère formés qui devront contribuer à l'amélioration des performances de leurs collègues relevant du même secteur, la ministre a affirmé que ses services s'attelaient à l'élaboration de logiciels permettant la facilitation des procédures administratives dans le but d'une prise en charge optimale des différentes franges sociales placées sous la responsabilité du secteur.

A cette occasion, elle a rappelé les efforts du secteur tendant à moderniser les méthodes de la gestion administrative locale et centrale notamment en ce qui concerne l'actualisation des programmes sociaux et de formation pour être au diapason des nouveautés, mettant en exergue la coordination établie entre ses services et les autres secteurs dont le ministère de l'Intérieur.

Par ailleurs, la ministre a démenti la fermeture du «Centre pour insuffisants respiratoires (CIR), justifiant l'arrêt des travaux par la révision du plan institutionnel. Pour rappel, la députée Akila Rabhi s'est abstenue de formuler sa question programmée auparavant, pour «soutenir le Hirak», a-t-elle indiqué.

A ce propos, la ministre a affirmé que «sa réponse à la député s'inscrit dans le cadre de son devoir constitutionnel, la contraignant à répondre aux préoccupations des représentants du peuple». Par ailleurs, la majorité des députés ont boycotté cette séance, exigeant la démission du président de l'APN, Mouad Bouchareb.

Le ministre des Affaires religieuses met en exergue le rôle de la mosquée dans la défense des questions de la société

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a mis en exergue, jeudi à Alger, le rôle de la mosquée dans la défense des questions de la société et sa sensibilisation. L'institution de la mosquée occupe une place de choix en termes de défense des questions de la société et de sa sensibilisation en exhortant à «la rationalisation des dépenses et le bannissement des comportements négatifs, à l'instar de la spéculation et du monopole sur les marchés», a-t-il indiqué lors d'une plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales.

Soulignant que ces questions étaient «au cœur» de l'action de son département ministériel et de la mission assignée à la mosquée, le ministre a expliqué que la mosquée en Algérie «contribue à servir toutes les questions nationales dans le cadre de la coopération et de la complémentarité entre les différentes organisations de la société».

«Une importance particulière est accordée à ces questions à travers les prêches et les divers programmes arrêtés dans le cadre de la loi», a-t-il soutenu. M. Belmehdi a évoqué, par ailleurs, le rôle de la mosquée dans la lutte contre l'analphabétisme, mettant en avant «la grande affluence» enregistrée au niveau des classes consacrées à cet effet au niveau des différentes mosquées du pays. Il a précisé, dans ce sens, que la mosquée œuvrait, à travers le rôle des imams et des mouchidates, à «la sensibilisation convenable de la société pour la rationalisation des dépenses et de la consommation, la lutte contre la fraude et l'appel à la préservation des biens publics».

Concernant la formation des cadres du secteur des Affaires religieuses, le ministre a affirmé qu'un nombre de plus en plus élevé d'imams étaient titulaires de diplômes universitaires, à l'image du Master et du Doctorat, et ce dans le cadre de la formation continue adoptée par le ministère en vue de perfectionner le niveau des cadres du secteur.

«L'Algérie est devenue, grâce au niveau élevé de l'institution de la mosquée et du discours religieux, une destination pour nombre de délégations, issues du monde entier, afin de bénéficier de son expérience notamment en matière de lutte contre l'extrémisme religieux», a conclu M. Belmehdi.

APS

APN: Séance consacrée aux questions orales sur fond de boycott de députés

L'Assemblée populaire nationale (APN) a repris, jeudi, ses travaux en séance plénière, présidée par Mouad Bouchareb, président de l'APN, consacrée aux questions orales destinées à plusieurs membres du gouvernement, ayant été marquée par un boycott de nombreux députés.



Le boycott par les députés (opposition et pro pouvoir) dont ceux du parti du FLN) de cette séance, à laquelle ont pris part uniquement des députés auteurs des questions adressées aux ministres de six secteurs, tend à demander au président de l'APN, Mouad Bouchareb, de présenter sa démission.

Trois vice-présidents de l'APN et trois présidents des commissions permanentes, tous appartenant au FLN, avaient signé, mercredi, un communiqué dans lequel ils ont demandé à Mouad

Bouchareb de présenter sa démission.

Le communiqué en question a été signé par les vice-présidents Mourad Helis, Abdelrazak Terbeche et Mohamed Moussaoudja ainsi que les présidents des commissions des finances et du budget, de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle, de l'agriculture et de la pêche et de la protection de l'environnement.

«Cette démarche s'inscrit dans le cadre des revendications du mouvement populaire, intervenant en adéquation avec les orienta-

tions de notre parti, direction et militants, afin de garantir la stabilité de l'APN et le bon déroulement de ses travaux en cette conjoncture que traverse le pays», ont-ils expliqué.

Après avoir demandé à Mouad Bouchareb de «répondre immédiatement» aux revendications exprimées par le peuple, les signataires ont affirmé que la position qu'il prendra «donnera inéluctablement une image civilisée de notre institution constitutionnelle et évitera le recours à d'autres actions susceptibles de

faire remonter le peuple algérien contre nous». «En l'absence d'une réponse, nous, représentants des structures de l'APN, sous la bannière du parti FLN, tenons à vous informer que nous allons boycotter toutes les activités et travaux que vous présiderez dorénavant», lit-on dans le communiqué. Le 24 octobre dernier, M. Bouchareb a été élu président de l'APN, en remplacement de Saïd Bouhadja qui a fait l'objet d'un retrait de confiance par la majorité des députés de la chambre basse du parlement.

CONSEIL DE LA NATION: Djamel Ould Abbès et Saïd Barkat auditionnés par une commission spécialisée

La Commission des Affaires juridiques, administratives, des droits de l'Homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial du Conseil de la nation a tenu jeudi deux réunions lors desquelles elle a auditionné les deux membres Saïd Barkat et Djamel Ould Abbès, aux fins d'élaborer son rapport concernant la levée de l'immunité parlementaire des deux sénateurs. «Conformément l'article 127 de la Constitution et l'article 125 (alinéa 2) du règlement intérieur du Conseil de la nation et dans le cadre de l'examen de la demande du ministre de la Justice, Grade des sceaux relative à l'activation de la procédure de la levée de l'immunité parlementaire des deux sénateurs, Saïd Barkat et Djamel Ould Abbès, la Commission des Affaires juridiques, administratives, des droits de l'homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial du Conseil de la nation a tenu, jeudi 9 mai, deux réunions lors



desquelles elle a auditionné les deux membres concernés pour l'élaboration d'un rapport à soumettre au bureau, avant de le présenter aux sénateurs en séance à huis clos», a précisé le communiqué de la haute chambre du Parlement. Présidées par M. Nouredine Bellatrach, président de la Commission, les réunions se sont déroulées en présence du vice-président du Conseil de la nation, chargé de la législation et des relations

avec le Gouvernement et l'Assemblée populaire nationale (APN), ajoute le communiqué. Il convient de rappeler que le bureau du Conseil de la Nation avait transmis, il y a quelques jours, à la Commission des Affaires juridiques et administratives la demande du ministre de la Justice, Garde des Sceaux relative à l'activation de la procédure de la levée de l'immunité parlementaire des deux sénateurs.

LOGEMENT:

Un quota additionnel de 925 logements ruraux et 250 LPA pour la wilaya de Blida

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Beldjoud, a annoncé jeudi l'octroi d'un quota additionnel de 925 aides aux logements ruraux et 250 logements promotionnels aidés (LPA) au profit de la wilaya de Blida.

Dans une déclaration en marge de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Blida, M. Beldjoud a indiqué que son ministère «a décidé d'octroyer un quota additionnel d'aides destinés aux logements ruraux, estimé à 925 parts et 250 logements LPA supplémentaires au vu de la demande croissante sur cette dernière».

Il a fait savoir également que la wilaya disposait d'un programme «très important» en matière de projets de logements dépassant 52.000 unités, toutes formules confondues, ajoutant que tous ces projets étaient en cours de réalisation.

Il a, également, indiqué que l'unique obstacle sur le terrain restait la non réalisation de l'aménagement extérieur, faisant état de la consécration des enveloppes financières nécessaires au règlement de ce problème. Il a annoncé, dans ce sillage, le déblocage d'une enveloppe fi-

nancière additionnelle de 3 milliards DA en vue de parachever l'opération de l'aménagement extérieur de ces projets, en cours de réalisation, à l'effet de soutenir l'enveloppe financière accordée à la wilaya il y a quelques mois, et qui est estimée à 4 milliards de dinars, affirmant que le total de ces enveloppes permettrait aux autorités locales de mener à bien ladite opération et de remettre ces logements à leurs souscripteurs dans les délais impartis. Par ailleurs, le ministre de l'Habitat a posé la première pierre de la réalisation du projet de 1300+4000 logements AADL à Safsaf (hauteurs de Meftah). M. Beldjoud a inspecté également le



chantier de réalisation de 3.750 logements de la même formule, dont les travaux connaissent un bon état d'avancement, et le programme de logement social de 4.440 logements à Safsaf, soit un total de 1.050 logements, ce qui érigera la commune en un pôle urbain par excellence. Dans le même sillage, il a affirmé la nécessité de

parachever toutes les structures nécessaires, notamment les structures d'éducation et de santé en vue d'assurer le bien-être des citoyens sur tous les plans. Le ministre a visité en outre le site de Sidi Serhane dans les hauteurs de la ville de Bouinan qui connaît la réalisation d'un grand nombre de logements AADL.

RETRAITES

Le ministère du Travail s'apprête à lancer un large débat sur le renouvellement de la gestion de la CNR

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Hassan Tidjani Haddam, a fait état, jeudi à Alger, du lancement «prochainement d'un «large débat» réunissant l'ensemble des partenaires et les différentes parties concernées pour une concertation sur une série de propositions relatives aux équilibres financiers et au renouvellement de la gestion de la Caisse nationale des retraites (CNR).

Présidant une rencontre des directeurs des Agences de wilayas de la CNR, M. Haddam a indiqué que son département «a ouvert, récemment, des ateliers de réflexion pour l'élaboration de propositions et de solutions liées notamment aux équilibres financiers, à la rationalisation des dépenses et au renouvellement de la gestion de la CNR, afin d'introduire des réformes et améliorer ce système».

Ces propositions «font l'objet d'évaluation et d'enrichissement par les spécialistes et les experts du secteur» et «feront prochainement l'objet d'un large débat regroupant tous les partenaires économiques et sociaux ainsi que les différentes parties concernées sans exclusion dans le cadre de la concertation et du dialogue», a-t-il déclaré.

Le système national des retraites «fait face, depuis des années, à des difficultés financières dues à plusieurs facteurs objectifs et autres structurels, à l'instar de la faible croissance des revenus de cotisations, particulièrement durant la période allant de 2015 à 2018, de l'augmentation constante des dépenses avec un taux de croissance annuel estimé à 18% entre 2010 et 2018, en raison de la revalorisation annuelle des avantages de retraite, qui a fait augmenter la moyenne des pensions de 80% durant la période 2010 - 2018, l'augmentation des salaires à partir de 2012 et le départ massif en retraite anticipée», a-t-il souligné.

«Pour préserver la pérennité du système de retraites, les pouvoirs publics se sont engagés à garantir le versement des pensions de retraites quelles que soient les conditions, en dépit des difficultés financières ayant touché le Trésor public ces dernières années», a rappelé M. Haddam, affirmant que l'Etat «n'abandonnera jamais ses retraités».

Le ministre a mis en avant, à ce propos, l'attachement de l'Etat à accompagner la CNR à travers une série de mesures, notamment l'affectation de 500 milliards DA du budget de l'Etat à la couverture des pensions de retraite au titre de l'exercice 2018, un crédit à long terme accordé par le Fonds national d'Investissement (FNI) au titre de l'exercice 2019, ainsi que l'introduction d'une taxe douanière de l'ordre 1%, au titre de contribution de solidarité, applicable aux opérations d'importation de produits destinés à la consommation en Algérie.

Estimant que «l'efficacité de ce système et l'accomplissement de ses missions passe essentiellement par l'amélioration permanente de son fonctionnement, et ce, à travers le développement constant des moyens et modalités de sa gestion», M. Haddam a instruit le directeur général de la CNR de veiller à la rigueur dans la gestion, à la rationalisation des dépenses et à l'utilisation rationnelle et efficace des ressources humaines et matérielles disponibles, outre la mise en place de nouveaux mécanismes pour le renforcement du système de contrôle interne de la gestion administrative, financière et comptable».

Le ministre a exhorté, en outre, les responsables de la CNR à «consolider l'introduction de l'informatique et du traitement automatisé des fichiers, à développant l'interface consacré à la retraite et les prestations à distance.

Il a appelé, également, à l'examen des possibilités de recours aux différentes expériences et compétences scientifiques en vue d'atteindre les objectifs escomptés», réitérant, à ce propos, «son attachement à l'amélioration du service public, à la simplification des procédures et la promotion de l'accueil et de l'écoute des retraités». Pour sa part, le Directeur général de la CNR, Slimane Melouka a indiqué que «le nombre des retraités a atteint à fin avril 2019, les 3,2 millions contre 2,6 millions fin 2014», précisant que les dépenses annuelles de la CNR en la matière «sont passées de 803 milliards DA en 2014 à 1,282 milliard DA fin 2018».

APS

ENVIRONNEMENT:

Mme Zerouati : «Le passage à l'économie circulaire permettra de recycler 60% des déchets»

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatma Zohra Zerouati a indiqué, jeudi à Alger, que le passage à l'économie circulaire permettra de recycler plus de 60% des déchets, ce qui est à même de contribuer à la consolidation de l'économie nationale.

Répondant à une question orale de la députée Bedra Ferkhi (indépendant) concernant l'état des centres d'enfouissement technique (CET) dans la wilaya de Jijel, lors d'une séance plénière présidée par, Mouad Bouchareb, président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mme.

Zerouati a affirmé que le recyclage des déchets permettra de réduire la pression sur les CET et de contribuer à la consolidation de l'économie nationale.

Le passage vers l'économie circulaire permettra de recycler plus de 60% des déchets, tous types confondus, ce qui donnera une valeur ajoutée à l'économie nationale, a-t-elle précisé.

La députée, Bedra Ferkhi a souligné, dans ce sens, la transformation des CET des communes de Jijel, de Tahir et de Milia en décharges anarchiques outre le non respect des déchets concernés par l'enfouissement (uniquement des déchets ménagers) d'où la formation des bassins acides ayant touché Oued Boukaraa exploité par les agriculteurs.

Connue pour ses fortes pluies, la wilaya de Jijel a bénéficié depuis 1999 d'une enveloppe de 1 milliard et 642 millions de dinars pour la réalisation de trois CET pour déchets ménagers au niveau des communes de Jijel, de Tahir et de Milia, a mis

en avant la ministre, ajoutant que ces centres prennent en charge 65% des déchets ménagers de la wilaya.

Concernant le lixiviat, la ministre a fait savoir qu'il était dû à l'humidité et génère des mauvaises odeurs, ajoutant que tout les CET au niveau nationale souffre de ce problème.

Dans ce contexte, la ministre a affirmé qu'il sera remédié au problème de lixiviat grâce à la mise en place de stations de traitement de ce liquide résiduel, y compris des stations mobiles ou implantées au niveau des Centres d'enfouissement technique (CET) pour l'assainissement des eaux et leur utilisation dans l'agriculture.

Le secteur de l'Environnement dans la wilaya de Jijel avait bénéficié d'une station de traitement de lixiviat, en vue de mettre fin à l'émanation des odeurs nauséabondes et épurer les eaux, a ajouté Mme Zerouati.

La direction de l'Environnement de la wilaya de Jijel a opté pour le choix d'un lot de terrain jouxtant le CET de Tahir, en vue de réaliser une 2e excavation pour résoudre le problème des fissures, ajoutant que leur réalisation requiert de hautes techniques, notamment, la question de la précision pour que la station ne se transforme pas en décharges publiques, a expliqué la ministre.

Le CET est une entreprise à caractère commercial et industriel (EPIC) à part entière, doté d'un conseil d'administration présidé par son président qu'est le wali, d'autant que le ministère concerné lui octroie, à la création du centre, un soutien financier et technique pendant une

durée de trois (3) années, jusqu'à ce qu'il soit apte à assurer son autofinancement.

Néanmoins, poursuit la ministre, la problématique qui se pose au niveau des CET, réside dans le fait que ces centres fassent la collecte de tous les déchets au niveau de toutes les communes, dont la majeure partie est pauvre, et ne s'acquittent pas, de ce fait, des charges fiscales (impôts liés aux déchets).

Rappelant l'accord entre le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, concernant l'accompagnement techniques des CET, la ministre a fait état de la tenue d'une rencontre avec les directeurs des CET au niveau national, auprès desquels elle a insisté sur leur obligation d'effectuer des opérations d'audit pour que ces centres soient plus efficaces, notamment, en adoptant les critères internationaux. A ce propos, Mme Zerouati a, toutefois, reconnu que le problème résidait au niveau des centres qui ont été réalisés sans qu'il n'y ait «de suivi et d'identification des problèmes dont pâtissent ces centres et la sélection des endroits appropriés sur lesquels les centres doivent être érigés». Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Chérif Omari devait répondre à une question orale du député RND (Rassemblement national démocratique), Kamel Bouchoucha qui n'a pas assisté à la séance. Le ministre s'est abstenu de répondre à une question dont l'auteur est absent.

ORAN:

Les prix des fruits et légumes flambent dans les marchés de détail

Les marchés de détail renouent avec la flambée des prix des fruits et légumes, depuis le début du mois sacré de Ramadhan, en dépit des prix de référence, fixés par les pouvoirs publics.

Les commerçants n'ont pas manqué d'augmenter de manière considérable leurs prix, par rapport à ceux de référence, dépassant parfois les 70 dinars pour certains produits, à l'exemple des bananes (320 DA), refusant ainsi d'appliquer la mesure de plafonner les prix, annoncée à l'occasion du mois de Ramadhan.

Lors d'une virée effectuée, au troisième jour du jeûne, par l'APS au niveau de quelques marchés de détail de la ville, notamment aux cités «Point du jour» et «Ibn Rochd», ainsi qu'au marché de la rue des Aurès, au centre-ville, où l'affichage des prix est quasiment absent, un grand écart entre les prix de référence et les prix pratiqués a été constaté. Ces derniers flôtant parfois le double, à l'image de l'ail fraîche (100 DA), les courgettes et la laitue (120 DA), les tomates (160 DA).

D'autre part, la viande bovine importée est quasiment absente des étals des boucheries dans ces marchés où seules les viandes locales fraîches sont disponibles, mais à des prix variant entre 1.450 et 1.800 DA le kilo. Le mois de Ramadhan est devenu l'occasion pour les commerçants occasionnels de faire leur apparition.

Ils proposent leurs marchandises dans les cités où garent leurs véhicules chargés de produits agricoles sur les bas-côtés des routes, notamment dans la périphérie de la ville d'Oran, pratiquant des prix qui ne diffèrent guère de ceux en cours dans les marchés. La flambée des prix, en ce mois de piété, a provoqué le mécontentement des consommateurs pour qui ce phénomène est dû essentiellement à l'avidité des commerçants, qui attendent l'avènement du mois de Ramadhan pour augmenter les prix au détriment des citoyens et en l'absence des contrôleurs pour faire face aux spéculateurs. Certains marchands justifient ces augmentations des prix aux intermédiaires qui s'approprient aux marchés de gros, d'autres indiquent que «même les prix pratiqués dans les marchés de gros dépassent parfois les prix plafonnés au détail».

L'offre et la demande fixent les prix

Les prix des produits agricoles au marché de gros d'El-Kerma, au sud d'Oran, dépendent de l'offre et de la demande, indiquent ceux qui activent dans ce marché qui regroupe 240 agents agréés dans le commerce des fruits et légumes et 20 autres dans les dattes.

Certains agents ont déclaré à l'APS qu'ils achètent quelques produits plus chers que les prix de référence, comme cela a été le cas, mercredi, pour les bananes (260 DA), les tomates (120 DA), ce qui rend impossible l'application des prix de référence, c'est-à-dire la vente à perte.

De son côté, le Directeur Général du marché de gros, le Dr. Boussâada Kaddour Abdelhak, spécialisé dans la planification économique, que «dans d'autres cas, les produits sont vendus à des prix inférieurs à ceux de référence, et ce en raison de l'abondance des produits comme les oignons (15 DA), les carottes (30 DA), l'ail (30 DA) et la laitue (30 DA)». Il a estimé que l'augmentation des prix, durant les premiers jours de Ramadhan, s'explique par «la forte demande» sur certains produits au niveau du marché de gros, qui accueille 5.000 visiteurs par jour, contre 2.000 visiteurs seulement habituellement. Le même responsable prévoit une diminution des prix à compter de la seconde semaine de Ramadhan, et ce grâce à l'abondance des produits agricoles, à l'exception des tomates qui est encore hors-saison, ainsi qu'à la baisse attendue de la demande, chose qui arrive toujours durant cette période à chaque mois de Ramadhan. Le responsable du service du contrôle du marché et de l'information économique de la direction du commerce de la wilaya d'Oran, Mohamed Mechkour, a fait savoir que «la mission des agents de contrôle à propos des prix de référence a un caractère de sensibilisation uniquement pour inciter les commerçants au respect de la décision, mais ne peuvent infliger aucune sanction contre les contrevenants». «Il n'y a pas de loi forçant les commerçants à respecter les prix de référence», a-t-il reconnu. La même source a souligné que la direction du commerce a mobilisé 410 agents pour le contrôle du respect de la qualité et les pratiques commerciales, mais ils sont entrés, depuis mercredi, en grève de deux jours, pour des revendications socioprofessionnelles.

IMPORTATIONS ALIMENTAIRES:

Baisse de 14 % au 1^{er} trimestre 2019 selon les Douanes algériennes

Les importations de l'Algérie de produits alimentaires ont baissé de plus de 14% durant le 1^{er} trimestre 2019, en comparaison avec la même période en 2018, a appris l'APS auprès de la Direction générale des Douanes algériennes (DGD).

Globalement, la facture d'importation des produits alimentaires a atteint 1,92 milliard de dollars (md usd) le 1^{er} trimestre 2019, contre près de 2,25 mds usd durant la même période de 2018, soit une baisse de 33 millions de dollars (-14,56%), précise la Direction des Etudes et de la Prospective des Douanes (DEPD).

Cette baisse s'explique, essentiellement, par une diminution des importations des céréales, lait et produits laitiers, des sucres, des tourteaux de soja et des légumes secs, détaille la DEP.

Représentant 32% de la structure des importations alimentaires, les céréales, semoule et farine ont atteint 614,38 millions usd, contre 811,37 millions usd en 2018, soit une baisse de 24,28%.

Les importations des produits laitiers ont également reculé à 338,40 millions usd contre 416,48 millions usd, soit une baisse de 18,75%.

La facture d'importation du sucre et des sucreries, a elle aussi baissé pour totaliser 167,98 millions usd, contre 218,95 millions usd (-23,28%).

Même tendance pour les résidus et déchets des industries alimentaires dont les tourteaux et autres résidus solides qui ont été importés pour 167,98 millions usd, contre 208,32 millions de dollars, en baisse de 19,37%. Durant les trois premiers mois de l'année en cours, la baisse a concerné aussi les légumes secs qui se sont chiffrés à 96,72 millions usd, contre 106,69 millions de



dollars (-9,35%), et enfin une baisse, mais de faible importance, ayant touché le café et le thé (0,18%), totalisant 86,99 millions usd, contre 87,15 millions usd.

Par ailleurs, d'autres groupes de produits de la structure des importations ont connu des hausses durant le 1^{er} trimestre 2019 et par rapport à la même période de l'année dernière, il s'agit des fruits comestibles, des animaux vivants et enfin des préparations alimentaires diverses.

Médicaments: poursuite de la baisse des importations

Ainsi, les importations des fruits comestibles (fruits frais ou secs) se sont chiffrés à 56,63 millions usd durant le 1^{er} trimestre 2019, contre 35,13 millions de dollars à la même période de l'année dernière, soit une hausse de plus de 61%.

Les importations des animaux vivants ont atteint 59,09 millions usd, contre 48,92 millions usd (+20,77%) durant la même période de

comparaison. Cette variation haussière a concerné aussi les préparations alimentaires diverses qui sont passées de 67,75 millions usd au cours du 1^{er} trimestre de 2018, à près de 73 millions usd à la même période 2019 (+7,60%). En plus de ces principaux produits, le reste des biens alimentaires a été importé pour un montant de 259 millions usd, contre 246,61 millions usd (+5,03%).

Concernant l'huile de soja et ses fractions, même raffinées (classées dans le Groupe des biens destinés au fonctionnement de l'outil de production), leurs importations ont connu une légère baisse en s'établissant à 156,87 millions usd au 1^{er} trimestre 2019, contre 157,41 millions usd durant la même période de 2018 (-0,34%). Ainsi, la facture globale du groupe des produits alimentaires et des huiles destinées à l'industrie alimentaire s'est chiffrée à 2,08 mds de dollars, contre 2,40 mds de dollars, en baisse de 32 millions de dollars (-15,4%). Pour ce qui concerne les médica-

ments (classés dans le groupe des biens de consommation non alimentaires), leur facture d'importation a enregistré une baisse en s'établissant à 199,10 millions usd durant les trois premiers mois de 2019, contre 297,25 millions usd à la même période de l'année précédente, soit une baisse de 33,02%.

Les importations globales de l'Algérie ont totalisé 11,155 mds usd, contre 11,249 mds de dollars, en baisse de 0,83%, durant la même période de comparaison, rappelle-t-on.

Pour rappel, de nouveaux mécanismes d'encadrement des importations de marchandises, dont des produits alimentaires (hors produits alimentaires stratégiques), avaient été mis en place dès le début de l'année 2018 pour réduire le déficit commercial et promouvoir la production nationale. Le ministre du Commerce avait annoncé le 14 avril dernier des dispositions pour renforcer l'approvisionnement du marché durant le mois de Ramadhan, comprenant notamment l'assouplissement de l'importation de produits alimentaires comme les viandes.

Dans ce cadre, il a été décidé de supprimer de la liste des produits soumis au DAPS, les viandes bovines fraîches ou réfrigérées, les fruits secs (arachides, amandes...), les fruits séchés (raisins secs, pruneaux...) et les aliments diététiques destinés à des fins médicales et autres produits (le beurre...).

GRÈVE DES AGENTS DE CONTRÔLE:

Le ministère du Commerce appelle à la reprise du travail, la grève étant jugée «illégale»

Le ministère du Commerce a appelé, jeudi, les travailleurs du secteur qui observent une grève depuis mercredi à rejoindre leurs postes de travail, le tribunal administratif d'Alger l'ayant déclarée «illégale», soulignant qu'elle «s'engage à satisfaire la majorité des revendications convenues au préalable».

«Le ministère du Commerce informe les travailleurs du secteur affiliés au Syndicat national des travailleurs du secteur du commerce (SNTC) relevant de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) qui observent une grève à l'appel de ce syndicat, que le tribunal administratif d'Alger a jugé illégale cette grève annoncée en vertu du préavis du 30 avril 2019», indique un communiqué du ministère du Commerce. Conformément à la décision de la Justice «rendue le 8 mai 2019, le ministère appelle les travailleurs affiliés à ce syndicat à rejoindre leurs postes

de travail et affirme qu'il s'engage à satisfaire la majorité des revendications convenues au préalable», a indiqué le communiqué, ajoutant que «la porte du dialogue restera ouverte à tous les partenaires sociaux».

Les agents de contrôle du secteur du commerce ont entamé, mercredi, une grève pour réclamer l'amélioration des conditions de travail des agents de contrôle, notamment en ce qui concerne le système indemnitaire et la protection lors de l'exercice de leurs fonctions. La grève organisée par le SNTC se poursuivra les 8 et 9 mai et reprendra les 13, 14 et 15 mai en cours si les revendications ne sont pas prises en charge. Cette grève intervient suite au refus par le ministère du Commerce de satisfaire les revendications des agents du commerce qui ont déposé un préavis de grève le 30 avril et observé des sit-in les lundi et mardi derniers», a déclaré à

l'APS le Secrétaire général du SNTC, Ahmed Allali. S'agissant de la nature des revendications réclamées par le SNTC, M. Allali a affirmé que ces revendications ne sont pas nouvelles comme le prétend le ministère et qu'elles étaient principalement axées sur le programme élaboré par les deux (02) groupes de travail conjoints, composés de cadres de l'Administration centrale, de représentants de partenaires sociaux («SNA-PAP») filière commerce et Syndicat national des travailleurs du commerce («SNTC»). Dans une déclaration à l'APS, le Conseiller du ministre chargé de la Communication, Samir Meftah a indiqué que le partenaire social qui a décidé d'observer une grève «n'a pas voulu poursuivre le dialogue et a présenté de nouvelles revendications irréalisables».

Les principales revendications débattues depuis la formation des deux groupes

mixtes en décembre 2018 «ont été définitivement tranchées». Il s'agit essentiellement d'assurer une protection à travers un accompagnement par des éléments de la Sûreté nationale et de la Gendarmerie nationale ainsi que les revendications relatives au Fonds de revenus complémentaire (FRC) en suspens depuis près de vingt années (20) outre la formation. L'action est en cours pour prendre en charge les autres revendications relatives au système d'indemnisation et au statut des travailleurs du secteur qui exigent du temps pour leur réalisation sur le terrain, car impliquant des mesures entre les ministères de la Justice et des Finances. M. Meftah a appelé à mettre un terme à cette grève qui s'inscrit dans le cadre des «manipulations et des chantages» qui nuisent aux consommateurs et à reprendre le dialogue qui restera ouvert «aujourd'hui et demain».

APS

ALGÉRIE - ETATS-UNIS

Pétrole: Chevron renonce au rachat d'Anadarko, cède la victoire à Occidental

La major pétrolière américaine Chevron a annoncé jeudi dans un communiqué qu'elle n'allait pas faire une contre-offre pour racheter Anadarko, cédant la victoire à son concurrent Occidental Petroleum qui devrait reprendre le groupe pétrolier américain.

Le groupe Chevron a indiqué qu'aux termes de l'accord de fusion avec Anadarko Petroleum, il ne fera pas de contre-offre supérieure à celle d'Occidental.

«Gagner dans n'importe quel environnement ne signifie pas gagner à tout prix. La discipline en matière de coûts et de capital a toujours de l'importance», a déclaré le PDG de Chevron, Michael Wirth, cité dans le communiqué. «Nous n'allons pas diluer nos rendements ni réduire la valeur pour nos actionnaires dans le seul but de conclure un accord», a-t-il ajouté. Anadarko devrait verser un milliard de dollars à la major américaine au titre des frais d'annulation de l'accord de rachat. Anadarko qui détient d'importants actifs en Algérie et Chevron étaient parvenus le 12 avril dernier à un accord définitif pour le rachat de tous les actions en circulation du groupe Anadarko pour 33 milliards de dollars, soit 65 dollars par action.

La valeur totale de la transaction proposée par Chevron s'élève à 50 milliards de dollars, en incluant également la prise en charge de la dette nette et la valeur comptable des intérêts minoritaires.

De son côté, Occidental Petroleum a proposé une offre de 57 milliards de dollars qui a ouvert la porte à une guerre d'enchères entre les deux groupes américains pendant plusieurs jours.

Occidental Petroleum a également signé un accord de 8,8 milliards de dollars avec le français Total pour lui céder les actifs d'Anadarko en Algérie, Ghana,



Mozambique et Afrique du Sud dans l'éventualité d'un succès de l'offre en cours. Avec le retrait de Chevron, Total devrait reprendre tous les actifs d'Anadarko en Afrique. Selon de nombreux analystes américains, le groupe Chevron demeure malgré son offre inférieure le mieux disposé pour reprendre Anadarko.

Les activités du deuxième plus grand groupe pétrolier américain après ExxonMobil correspondent mieux au portefeuille d'Anadarko. La major américaine peut facilement absorber une telle acquisition, s'accordent à dire les mêmes analystes. Présent au Mozambique où il opère un méga projet de GNL, Anadarko détient également d'importants actifs en Algérie où il figure comme le plus grand producteur de brut

parmi les partenaires de Sonatrach.

Anadarko avait annoncé en mars qu'il souhaitait reconduire ses contrats de production en Algérie et y renforcer son activité.

Le groupe qui produit près de 260.000 barils/jour avait demandé l'extension de tous ses contrats d'exploitation d'hydrocarbures en Algérie. Le premier contrat portant sur le champ Hassi Berkine (HBNS) où le groupe exploite les blocs 404 et 208 arrive à échéance en 2023.

Le groupe exploite également en partenariat avec Sonatrach le gisement El Merk à Illizi qui représente l'une des plus grandes découvertes de brut réalisées en Algérie ces dernières années avec des réserves estimées à 1,2 milliard de barils de pétrole et de condensat.

MARCHÉS DE BLIDA:

Augmentation relative des prix et non observation de ceux référentiels définis par le ministère du Commerce

Les prix des produits de large consommation sont relativement en hausse dans les premiers jours du mois de Ramadhan sur les différents marchés de Blida, bien que des prix référentiels aient été définis par le ministère du Commerce, a-t-on constaté.

Une visite dans plusieurs marchés de la ville des roses tels que «Essouq», «Basset Laareb» (placette des arabe) et «Souq qessab», a été l'occasion de constater une augmentation allant de 20 à 70 DA des prix des fruits et légumes par rapport à ceux de référence déterminés par le ministère du Commerce. Une pratique qui a été déplorée par de nombreux consommateurs rencontrés sur place et qui ont dénoncé cette «exagération» le «manque de respect du pouvoir d'achat du citoyen», en particulier au cours de ce mois caractérisé par des dépenses importantes. Selon un sexagénaire «Les prix des fruits et légumes sont exagérés». «Cela ne correspond pas aux prix annoncés par les médias (prix de référence)», a-t-il dit. Une femme qui a acheté ses besoins en légumes a indiqué que les prix «ont augmenté à la veille du mois de Ramadhan, ce qui constitue une exploitation et un coup dur au pouvoir d'achat du citoyen». «Un simple citoyen avec un revenu limité ne pourra pas passer le mois de Ramadhan dans une aisance financière, d'autant plus qu'il doit aussi prévoir les dépenses pour les vêtements de l'Aïd et les gâteaux», a-t-elle ajouté. Deux jeunes rencontrés à Souq Qessab ont exprimé leur grande indignation face aux prix affichés sur les marchés. «Les prix annoncés par le ministère du Commerce sont une fausse publicité», ont-ils dit.

Des prix exagérément élevés

S'agissant des prix de certains légumes vendus dans les marchés de la ville de Blida, les tomates étaient cédées entre 120 à 140 DA, selon la qualité alors que le prix de référence sont de 90 à 110 DA. Le prix des oignons (vert et sec) était de 40 à 80 DA, le prix de référence étant de 30 à 60 DA. Les carottes étaient vendues à 70 DA au lieu des 55 à 60 DA (prix référentiel).

La courgette dont le prix de vente a été limité entre de 65 à 80 DA a été affichée à 100 DA, et celui de la laitue défini entre 60 et 70 DA a grimpé à 140 DA. Les fruits n'ont pas échappé à cette hausse des prix.

Ainsi la banane (fruit dont le prix de référence était de 230 à 250 DA) se vend entre 280 et 300 DA/Kg, les pommes locales à 600 DA et celles d'importation à 750 DA, le melon à 200 DA le kilo, la pastèque à 180 kg et la fraise à 250 DA. Même constat aux rayons des produits carnés où les prix des viandes ont augmenté de manière significative par rapport aux prix déclarés.

Ainsi le kilo de viande de veau se situait entre 1200 et 1300 DA alors que son prix de référence a été fixé à 950 DA, tandis que le kilo d'agneau a été affiché entre 1500 à 1650 DA et le poulet à 270 DA/Kg.

Interrogés par l'APS, sur les raisons de cette hausse et la non observation des prix référentiels annoncés par le ministère du commerce, des commerçants ont expliqué que «la marge de prix était déterminée par le prix de gros», soulignant que «la marge de profit réalisée est très faible», alors que d'autres ont refusé de s'exprimer sur cette hausse prétextant qu'ils étaient occupés par les ventes. Du côté du marché de la Solidarité, ouvert spécialement durant ce mois de Ramadhan et qui est animé par 10 commerçants au lieu des 25 annoncés par la direction locale du commerce, les citoyens se sont fait plutôt rares en raison de la faible gamme des produits exposés et se limitait principalement à des fromages de production locale, du sucre, du miel, de la farine.

Sur ce marché qui pratique des prix d'usine, on a constaté l'absence de vente des fruits et légumes hormis la banane est affichée à 220 DA, ainsi que des autres produits de large consommation.

Contacté, à propos du non respect des prix de référence, le responsable du bureau de la qualité et de la promotion des relations avec le mouvement association du de la direction locale du commerce, Mohammed Hadj Mahdi a admis que le premier jour du Ramadhan a été marqué par une augmentation significative des prix des produits de large consommant.

«Cela est dû notamment à la forte demande sur ces produits». Il a ajouté que «la loi n'autorise pas les agents de la direction à intervenir sur les prix ou à sanctionner les commerçants, mais leur donne uniquement le droit de sanctionner ceux qui ne les affichent pas les prix», relevant qu'au «troisième jour du mois de Ramadan, la direction a constaté que les commerçants ont commencé à respecter les prix fixés».

APS

LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊTS:

L'Algérie signe une convention d'assistance technique avec la FAO et le Japon

Une convention sur l'assistance technique pour la gestion des feux de forêts en Algérie a été signée jeudi à Alger entre la direction générale des forêts (DGF), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Japon, afin de permettre à l'Algérie de renforcer son plan national de lutte contre ce fléau.

Cette convention cadre a été paraphée par le directeur général de la DGF, Ali Mahmoudi, le représentant de la FAO en Algérie, Nabil Assaf et l'ambassadeur du Japon en Algérie, Kazuya Ogawa.

«Le document s'articule sur trois principaux axes définis précédemment lors de la rencontre qui a déjà regroupé des représentants de l'organisation onusienne et la DGF en 2015 pour identifier les carences de l'Algérie en matière de lutte contre les feux de forêts», a expliqué M. Mahmoudi à la presse, à l'issue de la cérémonie de signature. Selon ses précisions, le premier axe devrait permettre à l'Algérie de bénéficier d'une assistance technique pour élaborer un plan

national plurisectoriel de gestion des incendies de forêts.

Le deuxième axe porte sur la formation de forestiers dans le domaine de la prospection pour déterminer les causes des incendies, sachant que 85 % des incendies de forêts ont des causes inconnues.

Quant au dernier axe, il s'articule sur certaines bases normatives que l'Algérie devrait acquérir, afin de lui permettre d'équiper ses forêts en matière d'infrastructure de lutte contre les incendies. Dans son intervention, l'ambassadeur du Japon, dont le pays est le bailleur de fonds de ce projet, a assuré l'intérêt de la coopération pour la lutte contre les incendies de forêts et le changement climatique, en citant l'intervention de son pays à travers des programmes d'aide dans plusieurs pays dont le Mexique, le Népal et l'Irlande.

Il a également déclaré que son pays a renforcé sa coopération avec les pays de l'Afrique et du Moyen-Orient et que l'Algérie était l'un de ses principaux partenaires dans la région. De son côté, le représentant

de la FAO en Algérie, Nabil Assaf, a prévenu que l'Algérie est considérée parmi les pays les plus exposés aux feux de forêts dans le bassin méditerranéen avec une moyenne de 2.000 foyers d'incendies parcourant plus de 36.000 hectares par an. «Cela représente 1% de la superficie totale boisée», a-t-il déduit. Malgré les moyens importants de prévention et de lutte mise en place par les pouvoirs publics, M. Assaf a estimé que les difficultés persistent dans certains domaines tels que la recherche des causes d'incendie, la maîtrise des normes techniques en matière d'équipement et de planification des actions à mettre en œuvre.

Il a déclaré par ailleurs que la FAO s'est engagée à soutenir l'Algérie dans sa lutte contre ce fléau en lui apportant son expertise et son expérience à travers ce projet d'assistance technique pour la gestion des feux de forêts.

Le sous-directeur de la protection des forêts, Abdelghani Boumessaoud, a fait remarquer pour sa part, que l'intensité des feux de forêts en Algérie s'est accentuée entre 2009

et 2017, en dépassant les normes avec 2.380 foyers par an affirmant que les wilaya les plus affectées sont celles du centre et de l'est. Parmi les causes identifiées 5 % concernent l'activité agricole, d'élevage et de loisirs, 1% provoqué par des étincelles des ligne électrique ou des voie de chemin de fer, 3% par des charbonnières, 6 % se sont des incendies volontaires alors que 85 % des causes sont inconnues.

Quant aux dommages économiques engendrés par ces feux, M.

Boumessaoud a avancé entre 1 et 1,5 milliard de dinars de pertes en bois et liège chaque année.

Il a expliqué que la méconnaissance des causes des incendies empêchait d'avoir une action ciblée et efficace, en assurant que la convention permettra d'améliorer la gestion des incendies sur l'ensemble du territoire national.

La convention devrait également permettre d'adopter au contexte algérien de nouvelles méthodes et techniques de lutte utilisées ailleurs dans d'autres pays du bassin méditerranéen, a-t-il conclu.

LAGHOUAT: Divers projets de développement de la commune de Taouiâla

Une série d'opérations de développement, tous secteurs confondus, ont été lancées au titre des programmes de développement sectoriel et communaux (PSD-PCD) de 2019 en faveur de la commune Taouiâla (Laghouat) pour son désenclavement et l'amélioration des conditions de vie du citoyen, a-t-on appris jeudi des responsables de cette collectivité. Ces projets portent sur le lancement de la première tranche de la réhabilitation du Ksar de Taouiâla, la réalisation d'une piscine de proximité couverte et le revêtement du stade communal d'une pelouse synthétique. Le revêtement de route sur un linéaire de 1,75 km et la rénovation et l'extension du réseau d'éclairage public avec utilisation de lampes économes en énergie (180 unités), sont d'autres opérations projetées pour Taouiâla.

La commune s'est vue accorder également des travaux d'aménagement urbain sur un linéaire de 1,5 km au village Arbaâ Chouhada (Quatre Martyrs), en plus de la réhabilitation de la salle de soins du quartier Ali Saâdaoui. Les travaux d'aménagement ciblent aussi les deux entrées de la commune, le village Arbaâ Chouhada et d'autres quartiers, selon la même source.

Laghouat: 85 établissements publics raccordés au réseau de fibre optique

Pas moins de 85 édifices publics de la wilaya de Laghouat ont été raccordés au réseau de fibre optique, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale de l'entreprise Algérie-Télécom (AT).

Pourtant sur un linéaire de 150 km, cette opération a permis le raccordement de structures relevant des secteurs de la Poste, de la Santé, la Justice et de l'Administration locale, a précisé la source.

L'opération a donné lieu également au raccordement de 27 annexes administratives par fibre optique, en attendant le raccordement de 13 autres, permettant ainsi d'atteindre un taux de couverture de plus de 63%. Il est relevé, à ce titre, le raccordement de l'hôpital H'mida Benadjila de Laghouat au réseau de télé-médecine, une opération qui sera suivie du raccordement de cinq autres structures hospitalières au réseau de la fibre optique.

Retenue au titre du programme d'AT pour l'année 2018/2019, cette opération a permis de prendre en charge les doléances des citoyens, la levée des points noirs et l'accroissement des débits d'Internet au niveau des établissements bénéficiaires. La wilaya de Laghouat dispose de trois (3) agences commerciales, de sept (7) points de vente répartis à travers différentes daïras de la wilaya, ainsi que de divers équipements de paiement électronique.

TÉBESSA: Réhabilitation d'établissements scolaires en prévision de la rentrée scolaire 2019-2020

Le secteur de l'éducation de la wilaya de Tébessa a bénéficié de plusieurs opérations de réhabilitation d'établissements scolaires en prévision de la prochaine rentrée scolaire 2019-2020, a indiqué jeudi le directeur de l'équipement public, Badreddine Khiri. Le même responsable a précisé à l'APS que ses services ont entamé «depuis le début de l'année en cours» une vaste opération de réhabilitation de 107 établissements scolaires, tous cycles confondus, afin d'améliorer les conditions de scolarisation des écoliers. A cet effet, 72 écoles primaires ont bénéficié d'une opération de réhabilitation à travers plusieurs communes de la wilaya de Tébessa, nécessitant un investissement de l'ordre de 345,9 millions DA, a fait savoir M. Khiri.

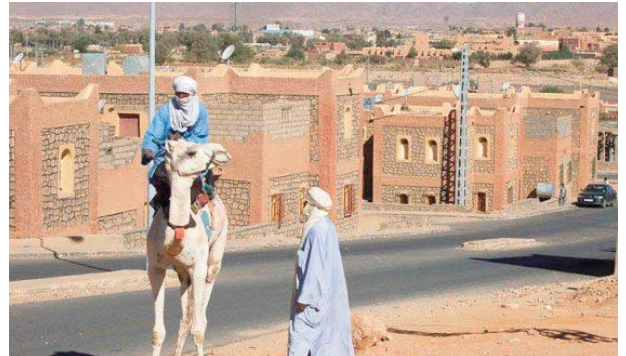
TAMANRASSET: De nouvelles opérations de développement pour la localité d'Ahelfen

De nouvelles opérations de développement ont été retenues en faveur de la localité enclavée d'Ahelfen (53 km Nord-ouest de Tamanrasset), dans le but d'améliorer le cadre de vie général et de répondre aux attentes du citoyen, a-t-on appris des services de la wilaya.

Il s'agit, entre-autres opérations, de l'alimentation de cette localité en énergie solaire, le lancement d'une étude de raccordement au réseau du gaz naturel, la réalisation d'une piscine de proximité ainsi que trois stades de proximité.

Les services de la wilaya ont fait état aussi de la révision à la hausse de la tranche de logements ruraux accordés à cette collectivité, en plus de la réhabilitation de logements de fonction de la commune pour les réaffecter à des travailleurs de la Santé et d'autres secteurs vitaux. Le programme de développement prévoit, par ailleurs, l'électrification de surfaces agricoles exploitées par 72 agriculteurs, ainsi que l'encouragement et l'appui des personnes désireuses d'investir dans la mise en valeur ou toute autre activité agricole.

Ces opérations annoncées par le wali de Tamanrasset, Djilali Doumi, lors de sa dernière visite dans la région, viennent en réponse aux



préoccupations soulevées par les habitants d'Ahelfen et liées notamment à l'amélioration de leur cadre de vie. Ces préoccupations sont afférentes, entre-autres, à l'ouverture d'un centre postal, la réalisation de nouvelles opérations

pour les jeunes, le parachèvement du projet d'alimentation en eau potable par l'exploitation du château d'eau, livré depuis des années, ainsi que l'extension du réseau d'assainissement.

MILA: Ouverture de 13 nouvelles structures scolaires «à la prochain rentrée»

Treize (13) établissements scolaires, tous paliers confondus, seront mis en service dans la wilaya de Mila «à la prochaine rentrée 2019-2020», a-t-on appris jeudi d'un cadre de la direction de l'Education.

Le chef du service de la programmation et du suivi du budget au sein de cette direction, Mohamed Baouche, a précisé à l'APS, que ces structures qui enregistrent un taux d'avancement appréciable représentent neuf écoles primaires, dont deux au chef-lieu de wilaya, deux à Chelghoum

Laid et un dans chacune des localités de Oued El Athmania, Tadjenanet, Ain Beida Ahriche, Ferdjioia et Terrai Bainet. Trois (3) écoles parmi le nombre global ont été réalisées dans les sites urbains intégrés (AADL) des communes de Chelghoum Laid, de Ferdjioia et de Tadjenanet, selon le même responsable.

Cette rentrée sera également marquée par l'entrée en exploitation de trois lycées dans la commune de Terrai Bainet d'une capacité de 1.000 places dotées du système de la semi pen-

sion permettant d'accueillir 200 scolarisés, un lycée dans celle de Amira Aras et un autre dans la localité d'Ain Tine d'une capacité globale de 800 places et de 200 autres pour la demi-pension, ajoute la même source, notant que l'ouverture de ces nouvelles structures permettra de porter le taux de couverture à 100%.

Il est prévu également l'ouverture durant la même période du CEM «Azzaba Lotfi» dans la commune d'Ain Tine et de 4 établissements en demi-pension, a fait savoir la même source.

Pas moins de 69 nouvelles classes destinées à réduire la pression exercée sur les autres écoles, est en cours de construction à travers 22 communes de la wilaya et seront opérationnelles au titre de la même rentrée, selon la même source. S'agissant de la restauration, 18 cantines scolaires sont en cours de réalisation parmi lesquelles 16 seront destinées à la récupération des classes scolaires utilisées comme restaurants, et dont l'ensemble sera réceptionné durant la même période, a-t-on signalé.

BATNA: Remise prochainement des clés de plus de 530 logements

Les clés de plus de 530 logements promotionnels aidés (LPA) seront remises «prochainement» leurs bénéficiaires, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya.

Il s'agit de la distribution, le premier juin prochain, de plus de 200 clés à l'occasion de la nuit du destin «leilet El Kadr», à savoir 100 dans la commune de Barika, 50 dans celle de Ain Djasser et 50 autres à Zanat El Beida, a précisé la même source. Plus de 330 unités du même type seront également attribuées le 5 juillet prochain dans le cadre de la célébration du double anniversaire des fêtes de l'Indépendance et de la jeunesse dans les communes de Fesdis, Barika, Thieniet

El Abed et Batna, a-t-on ajouté. Les dates d'attribution de ces habitations ont été fixées suite à la récente réunion qui a été organisée au siège de la wilaya, où un rapport détaillé sur la situation du logement et le bilan des habitations réalisées, tous segments confondus, a été présenté au wali, Farid Mohamedi, a-t-on souligné, affirmant que l'opération de remise des clés se poursuivra après l'élaboration d'un calendrier. Par ailleurs, l'annonce de la liste des bénéficiaires des 1.421 logements publics locatifs (LPA) est prévue pour le 23 juin 2019 après les examens de fin d'année, ont déclaré récemment les services de la wilaya.

EL BAYADH: 1.600 ha pour la plantation de pommes de terre de saison (DSA)

Une surface de 1.600 hectares sera réservée à la plantation de pomme de terre de saison dans la wilaya d'El Bayadh, a-t-on appris auprès de la direction des Services agricoles.

La plantation de pomme de terre, lancée dernièrement, a touché à ce jour une surface de 688 ha, dont 123 ha réservés aux semences de pomme de terre, a indiqué le chef de bureau de soutien et d'organisation de la production agricole, Omar Remis.

Cette saison prévoit de doubler la

surface plantée par rapport à la saison écoulée qui a vu la plantation de 767 ha donnant une production de 268.000 qx de ce tubercule. L'opération de doubler la superficie de cette saison est justifiée par les résultats encourageants obtenus par les agriculteurs et les investisseurs de la wilaya. Le nombre d'agriculteurs de cette filière est passé de 67 l'année dernière à 89 cette saison. L'utilisation des engrais et des moyens modernes de production sont des facteurs ayant permis d'augmenter

la production et de réaliser un rendement de pomme de terre entre 350 et 400 qx l'hectare.

Concernant la production de pomme de terre d'arrière saison, sa cueillette a été achevée en février dernier en réalisant 290.000 qx sur une superficie plantée de 1000 ha. Ces résultats sont très importants par rapport à la saison écoulée qui a vu la plantation de 831 ha et donnant 234.000 qx de pomme de terre.

ALGER: Mobilisation de plus de 10.000 policiers pour assurer la sécurité durant Ramadan

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont mobilisé plus de 10.000 policiers pour assurer la sécurité des citoyens et de leurs biens durant le mois de Ramadan et la régulation de la circulation routière, a indiqué mercredi un communiqué du même corps de sécurité.

Les forces de sécurité œuvreront à la couverture sécuritaire à travers le déploiement au niveau des marchés, des mosquées, des lieux et places publiques, des lieux de loisirs et des gares routières et ferroviaires, en sus des métro et tramway qui connaissent une forte affluence de citoyens durant ce mois sacré, et ce pour assurer la sécurité de ces points ainsi qu'une présence permanente des forces de police sur le terrain, précise le communiqué.

Outre la sécurité des jardins publics et des lieux de loisirs qui enregistre une grande affluence des citoyens et des familles, notamment durant les veillées du Ramadan, les forces de sécurité s'attèleront à la sécurisation des différentes manifestations sportives, culturelles et artistiques organisées à travers leurs territoires de compétence, à travers l'intensification des patrouilles pédestres et motorisées, ajoute la même source.

La police de l'urbanisme et de la



protection de l'environnement a été mobilisée, aux côtés d'autres forces, pour l'assainissement des marchés et places publiques des vendeurs informels et la répression des infractions liées à l'hygiène et l'environnement avec intensification des patrouilles pédestres et motorisées à

l'effet de lutter contre le phénomène de parkings anarchiques, souligne le communiqué qui fait état également du déploiement d'agents en civil pour lutter contre les atteintes aux personnes et aux biens, souvent enregistrées durant les dernières heures avant l'Iftar.

POUR PRÉVENIR CONTRE LES ACCIDENTS DE LA ROUTE: Appel aux conducteurs longue distance d'éviter la fatigue

Le chargé de communication à la sécurité publique de la wilaya d'Alger, le lieutenant de police, Mehdi Hebbab a appelé, mercredi à Alger, les conducteurs longue-distance, particulièrement les conducteurs d'autobus et de taxis, à marquer des arrêts pour éviter la fatigue et assurer la sécurité des voyageurs.

Dans une déclaration à

la presse en marge du lancement d'une campagne de sensibilisation aux usagers de la route à la station du Carroubier, le Lieutenant Hebbab a appelé les conducteurs de véhicules et d'autobus à faire preuve de vigilance et de prudence pendant la conduite et marquer des arrêts aux moments de fatigue pour éviter les accidents de la route, particu-

lièrement durant le mois sacré de ramadhan".

Cette campagne de sensibilisation s'inscrit dans le cadre de "la campagne nationale de prévention contre les accidents de la route arrêtée par la DGSN à l'occasion du mois sacré de Ramadhan et qui a pour objectif de sensibiliser les conducteurs de taxis et d'autobus interwilaya quant à la nécessité de

marquer des arrêts pour éviter les accidents de la route pouvant engendrer des pertes humaines et matérielles considérables".

Dans ce cadre, le responsable a recommandé aux conducteurs de véhicules et d'autobus "d'éviter la fatigue qui influe sur la conduite", appelant ces derniers à "marquer des arrêts pour éviter les accidents de la route".

KHENCHELA: Nécessité de sensibiliser sur les dangers de la pollution plastique sur les oiseaux migrateurs

La pollution plastique constitue un danger pour les oiseaux migrateurs nécessitant une vaste sensibilisation autour de ce phénomène inquiétant, a estimé jeudi le conservateur des forêts par intérim de la wilaya de Khenchela, Mohcine Abdelhafid.

Dans son intervention présentée au collège «Hasrouri El Ayèche» de la ville de Khenchela, dans le cadre de la célébration de la journée mondiale des oiseaux migrateurs, le responsable a souligné l'effet négatif de la pollution plastique sur les oiseaux migrateurs. Ce type de pollution est considéré comme «une épidémie mondiale» et une menace principale pour les oiseaux à travers le monde entier (plus de 8 milliards de tonnes métriques de plastique sont produits annuellement dont 91% ne sont pas recyclés et jetés dans la nature, influant négativement sur la vie de ces oiseaux), a-t-il ajouté.

Des études et des recherches ont démontré que les déchets plastiques ne finissent pas sur la terre, mais plutôt dans les mers et les océans et autres cours d'eau s'introduisant



par la suite dans le système digestif des oiseaux, des tortues et des poissons en même temps que la nourriture ce qui menace leur vie, a expliqué M. Mohcine, s'appuyant sur une vaste étude de l'Union internationale pour la conservation de la nature. Le responsable a également indiqué, à cette occasion, qu'environ 22.680 oiseaux migrateurs ont «silloné» ces 10 dernières années la zone humide de «Sbikha», située dans la commune d'El Mehmel (Khenchela), ajoutant que les

contrôleurs d'oiseaux activant sur ce territoire ont recensé, durant cette même période, environ 22 espèces d'oiseaux migrateurs marins et sauvages, dont neuf canards rares et protégés, mondialement appelés canards Erismature à tête blanche, et qui ont fait leur apparition en janvier dernier.

La Conservation des forêts de la wilaya de Khenchela en collaboration avec la direction générale des Forêts (DGF) œuvre à lever toutes les réserves pour classer la localité de «Sbikha», s'étendant sur 486 hectares, dans le cadre de la convention internationale Ramsar 1971 pour la préservation et l'utilisation durable des zones humides, a ajouté le responsable. La célébration de cet événement international en compagnie des élèves des établissements scolaires a pour but de sensibiliser cette catégorie de la société sur les dangers et les risques menaçant les oiseaux migrateurs comme la pollution plastique, et leur inculquer les bonnes pratiques pour atteindre l'équilibre environnemental, selon le responsable.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ 4 individus interpellés pour détention de stupéfiants

Quatre individus ont été interpellés par les éléments de la Gendarmerie nationale à Tlemcen, Mascara et El Tarf pour détention et trafic de stupéfiants, indique jeudi un communiqué de ce corps de sécurité. Ainsi dans la wilaya de Tlemcen, les gendarmes de la brigade d'Aïn Fetah ont interpellé lors d'un service de police de la route exécuté sur la RN 35, dans la circonscription communale de Hammam Bougherara, une personne âgée de 21 ans, qui voyageait à bord d'un autocar, assurant la desserte Maghnia-Alger, en possession de 1,2 kg de kif traité, précise-t-on de même source.

A Mascara, les gendarmes du peloton de sécurité routière de Mohammédia ont interpellé deux personnes âgées de 24 et 28 ans, à hauteur d'un barrage dressé sur l'autoroute Est-Ouest, dans la circonscription communale de Ras-Aïn-Amirouche, à bord d'un véhicule, en possession de 100 grammes de kif traité.

Un autre individu, âgé de 34 ans, en possession de 72 comprimés de psychotropes, d'un couteau et d'une somme de 8.000 DA, représentant le revenu de vente de cette substance, a été interpellé dans la wilaya d'El-Tarf par des gendarmes de la brigade de Chbaita-Mokhtar, lors d'une patrouille exécutée à hauteur de la cité Zourami Ali de la localité, ajoute le communiqué.

GUELMA: Un mort et 2 blessés dans un accident de la circulation à Oued Zenati

Une personne a perdu la vie et deux autres ont été blessées dans un accident à la sortie de la commune de Oued Zenati (wilaya de Guelma) suite à une collision entre un bus de transport de voyageurs et un véhicule touristique, a indiqué la cellule de communication de la Protection civile.

L'accident, qui s'est produit vers 07h00 du matin sur la RN 20, reliant les wilayas de Guelma et de Constantine, a causé la mort du conducteur du véhicule, âgé de 29 ans, qui a succombé à ses blessures après son transfert par les éléments de l'unité secondaire de la Protection civile de Oued Zenati à l'établissement de santé publique de cette collectivité locale, selon la protection civile.

Deux autres personnes, âgées de 21 et 25 ans, ont été également blessées, a ajouté la même source, indiquant que le bus de transport de voyageurs accidenté assure la ligne Illizi-Batna.

Une enquête a été ouverte par les services spécialisés en vue de déterminer les causes exactes de cet accident.

TLEMEN: Saisie de plus de 25 kg de kif traité et un individu arrêté

Les éléments des services des douanes de la wilaya de Tlemcen ont saisi une quantité de 25,6 kilos de kif traité et arrêté un narcotraffiquant, a-t-on appris jeudi, auprès de cette institution.

Un communiqué de la cellule de la communication de la direction régionale des douanes de Tlemcen a précisé que cette prise a été opérée lors d'un contrôle routier, dressé sur la RN 7, reliant Tlemcen à Chtouane.

«C'est lors de la fouille d'un véhicule que la drogue a été découverte, dissimulée à l'intérieur des quatre portières du véhicule», a-t-on ajouté.

Le conducteur du véhicule a été arrêté et présenté devant la justice.

JAPON: Séisme de magnitude 6,3 dans l'ouest, pas de risque de tsunami



Un séisme de magnitude 6,3 selon l'institut de géophysique américain USGS s'est produit vendredi matin au large de la préfecture de Miyazaki, dans le sud-ouest du Japon, les autorités écartant tout risque de tsunami.

Les secousses ont été nettement ressenties dans l'ensemble de la préfecture de Miyazaki et une partie des régions voisines, mais aucun tsunami n'est redouté, a précisé l'Agence de météorologie japonaise qui a également évalué la magnitude à 6,3.

Une conférence de presse des spécialistes de cet organisme était prévue un peu plus tard dans la matinée pour expliquer le mécanisme de ce séisme. Selon les journalistes de la chaîne publique NHK sur place, aucun dégât important ni blessé n'a été rapporté dans les minutes suivant ce tremblement de terre qui a duré plus de dix secondes, selon les images automatiquement enregistrées par des caméras de la NHK qui se déclenchent lors des séismes. Les opérateurs des centrales nucléaires situées dans le périmètre n'ont pas signalé d'anomalie.

Le Japon, situé à la jonction de quatre plaques tectoniques, subit plus de 20 % des plus forts séismes annuellement enregistré sur Terre.

ITALIE: Les migrants secourus par la marine accueillis, mais pas ceux d'une ONG

Les 36 migrants secourus jeudi en Méditerranée par un patrouilleur de la marine italienne vont pouvoir débarquer en Sicile après un accord de répartition, mais l'incertitude demeure pour les 29 secourus par des militants de gauche.

Les migrants secourus par le Cigala Fulgosi ont été transférés sur le Stromboli, qui doit les conduire dans la journée dans le port militaire d'Augusta, dans l'est de la Sicile, a annoncé le chef du gouvernement, Giuseppe Conte, dans un communiqué.

«Je remercie la France, Malte, le Luxembourg et l'Allemagne pour la sollicitude avec laquelle, en quelques heures, ils se sont dit prêts à accueillir» une partie de ces migrants, a ajouté M. Conte en rentrant du sommet européen de Sibiu (Roumanie). Les migrants se trouvaient jeudi matin sur une embarcation qui prenait l'eau à 75 milles nautiques de la Libye quand ils ont été repérés par le Cigala Fulgosi, qui patrouillait dans le cadre d'une opération italienne de protection de la pêche et des plates-formes pétrolières dans la zone. Dans la soirée, l'ONG Mediterranean, un collectif d'organisations de gauche et d'extrême gauche, a annoncé que son navire humanitaire Mare Jonio avait pour sa part recueilli 29 personnes en détresse, dont trois femmes et une fillette d'un an, à 40 milles nautiques (environ 75 km) de la Libye.

«Pour eux, les ports resteront fermés», a martelé le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini (extrême droite).

Vendredi en début de matinée, le collectif a annoncé sur les réseaux sociaux que le Mare Jonio avait pénétré dans les eaux territoriales italiennes autour de l'île de Lampedusa, où il a été rejoint par deux vedettes de la police italienne pour des contrôles. (APS) L'Italie a, pour rappel, mis en garde les parties en conflit en Libye quant à une crise migratoire.

Il y a environ 8000 migrants dont la plupart sont issus des pays de l'Afrique noire en Libye qui guettent la moindre occasion pour rejoindre les côtes italiennes.

MÉDITERRANÉE: 55 migrants secourus au large de la Libye

Cinquante-cinq migrants en détresse ont été secourus jeudi en Méditerranée au cours de deux opérations de sauvetage menées par la marine italienne et un navire humanitaire, ce qui risque de provoquer un nouveau bras de fer sur leur port de débarquement.

La marine italienne a d'abord annoncé avoir secouru, «conformément au droit international», 36 migrants se trouvant sur une embarcation de fortune dans les eaux internationales au large de la Libye.

Les naufragés ont été recueillis à 75 milles nautiques (environ 140 km) des côtes libyennes par le patrouilleur Cigala Fulgosi dans le cadre de l'opération italienne «Mare Sicuro» («Mer sûre»), selon un communiqué de la marine.

Dans la soirée, le navire humanitaire Mare Jonio a annoncé de son côté avoir recueilli à son bord 29 personnes (dont un enfant de un an et trois femmes dont une est enceinte) en détresse à 40 milles nautiques (environ 75 km) des mêmes côtes libyennes.

«Nous avons demandé à pouvoir accoster dans un port sûr au centre italien de coordination du sauvetage en mer», a déclaré sur Twitter le collectif d'associations Mediterranean, qui affrète le Mare Jonio.

«Un navire militaire qui via son ministère de référence devra assumer ses responsabilités est une chose mais un navire privé ou appartenant à des centres sociaux, comme le Mare Jonio, en est une autre.

Pour eux, les ports resteront fermés», a déclaré le ministre italien de l'Intérieur Matteo Salvini.

L'affaire rappelle celle du Diciotti, un navire des garde-côtes italiens sur lequel des dizaines de migrants sont restés bloqués 10 jours en août, avant que M. Salvini accepte leur



débarquement en Italie après un accord pour les répartir entre l'Eglise catholique italienne, l'Irlande et l'Albanie.

M. Salvini a été poursuivi pour séquestration dans cette affaire, mais le Sénat a bloqué la procédure.

«Je n'ai pas de port disponible pour leur débarquement», a déclaré jeudi M. Salvini à la presse en marge d'un meeting électoral. «Je suis ministre pour défendre les frontières, bloquer les trafiquants, expulser les clandestins, protéger les Italiens».

Il s'est interrogé sur ce que le navire italien faisait dans la zone et sur les raisons pour lesquelles il n'avait pas attendu l'intervention des garde-côtes libyens, qui ont secouru et ramené en Libye plusieurs cen-

taines de personnes cette semaine. L'opération Mare Sicuro vise essentiellement à protéger les plates-formes pétrolières et les pêcheurs entre la Sicile et la Libye.

Selon la marine, le Cigala Fulgosi était aussi chargé de la protection à distance du Capri, un navire italien posté dans le port de Tripoli pour fournir un soutien logistique aux garde-côtes libyens.

Le Haut commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont appelé jeudi à la «solidarité internationale» pour accueillir les migrants, faisant valoir qu'un retour en Libye violerait le droit international compte tenu des violences et des exactions qu'ils risquent d'y subir.

INONDATIONS AU CANADA: L'état d'urgence levé à Montréal

La ville de Montréal a décidé de lever mercredi l'état d'urgence décrété il y a un peu moins de deux semaines sur son territoire après des inondations sans précédent dans l'est du Canada, a annoncé la mairesse, Valérie Plante.

«Avec le niveau d'eau qui commence à baisser, nous avons décidé de ne pas renouveler l'état d'urgence, mais nous ne baissons (pas) la garde», a écrit Mme Plante sur Twitter, saluant une «belle solidarité» observée sur le terrain. «Compte tenu de la décrue lente, mais continue, ainsi que l'intégrité des digues érigées, il est improbable que de nouveaux secteurs de l'agglomération soient touchés par les inondations», a précisé Bruno Lachance, directeur des pompiers de Montréal, dans un communiqué. Dans l'ensemble du Québec, 10.475 personnes ont été évacuées et



5.339 résidences inondées, selon le plus récent bilan de l'organisme Urgence Québec. A Montréal, 210 personnes ont été évacuées et 138 résidences inondées, selon les autorités. Fin avril, une digue végétale

protégeant la ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, à quelques dizaines de kilomètres de Montréal, avait cédé, provoquant l'évacuation de plus de 6.000 résidents.

Ces chiffres dépassent désormais ceux des crues catastrophiques du printemps 2017, les pires depuis un demi-siècle: 4.000 personnes avaient été évacuées et 5.400 habitations inondées rien qu'au Québec. Le week-end dernier, l'armée canadienne avait annoncé le retrait de plus de 1.000 militaires déployés dans la province voisine du Nouveau-Brunswick en raison, là aussi, de la décrue des rivières.

BIRMANIE: 4 détenus tués dans une émeute dans une prison

Quatre détenus ont été tués dans des circonstances encore troubles au cours d'une émeute dans une prison du centre de la Birmanie, ont annoncé jeudi les autorités, quelques jours après une grâce présidentielle ayant permis à des milliers de prisonniers de recouvrer la liberté. «Au total, quatre personnes ont été tuées» mais «tout est sous contrôle désormais», a déclaré Myint Naing, le plus haut responsable de la région de Sagaing, cité par l'AFP.

«Les prisonniers sont de retour

dans leur cellule. Je les ai rencontrés. Ils réclament plus de droits», a-t-il ajouté, sans préciser les revendications des prisonniers.

Min Tun Soe, le chef de l'administration pénitentiaire, a expliqué au journal local Eleven que les prisonniers étaient déçus de ne pas avoir bénéficié de la grâce présidentielle.

Les troubles dans la prison, qui se sont prolongés jusqu'à jeudi, ont commencé mercredi soir, a précisé Zaw Min Tun, un porte-parole de l'armée, appelée en renfort pour

rétablir l'ordre dans la prison. Il a évoqué des témoignages faisant état de «tirs», une information qui devait faire l'objet d'une enquête.

Une amnistie présidentielle a été annoncée cette semaine.

Parmi les personnes concernées, les deux prisonniers les plus célèbres sont Wa Lone et Kyaw Soe Oo, deux journalistes de Reuters qui avaient été condamnés à sept ans de prison pour avoir enquêté sur un massacre de musulmans rohingyas.

APS

ANGINE DE POITRINE: 30 à 40% des jeunes ne consultent pas en cas de douleurs thoraciques

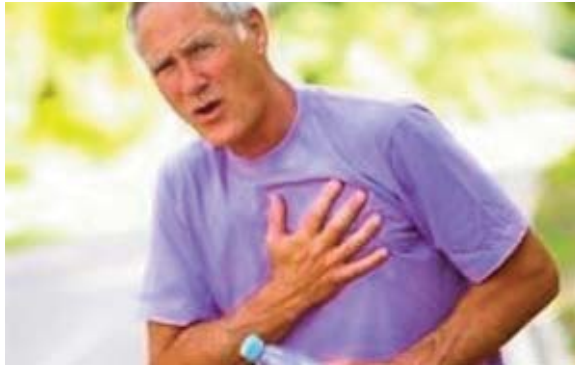
Le président de la Société algérienne de cardiologie (SAC), Pr. Mohamed Chetibi, a indiqué, jeudi à Alger, que 30 à 40% des jeunes qui ressentent des douleurs au niveau de la poitrine ne consultent pas de médecin.

«Les jeunes qui ressentent des douleurs thoraciques hésitent à consulter un médecin ce qui peut les exposer à de graves complications comme la crise cardiaque», a précisé le Pr. Chetibi en marge d'une journée de sensibilisation sur l'angine de poitrine et les cardiopathies en général, organisée au Centre commercial de Bab Ezzouara.

Soulignant que ce symptôme est «un signe d'alerte», il a mis en avant l'impératif de «consulter en urgence un médecin ou les services spécialisés». Le Pr. Chetibi a relevé, à ce propos, une hausse continue de cette pathologie dans la société algérienne, ce qui dénote, a-t-il dit, d'une augmentation des cardiopathies, notamment chez les jeunes.

Pour sa part, le Dr. Yasmine Boudina, cardiologue à l'Etablissement hospitalier universitaire (EHU) Hassani Issad (Beni Messous) a expliqué que les fumeurs ou les personnes atteintes d'hypertension artérielle sont les plus exposées à l'angine de poitrine et que cette maladie peut, au fil du temps, provoquer l'affaiblissement du cœur et empêcher le patient de faire ses activités quotidiennes.

Par ailleurs, Dr. Boudina a fait



état de la création d'une association des jeunes cardiologues de moins de 40 ans sous l'égide de la Société algérienne de cardiologie (SAC) regroupant des spécialistes du secteur public et privé, et ce à l'image de ce qui se passe dans les pays développés, en vue d'appuyer la formation dans cette spécialité pour la prévention des cardiopathies, première source de décès en Algérie.

L'équipe médicale composée de jeunes spécialistes focalisera son action sur les campagnes de sensibilisation en matière de lutte contre

le tabagisme, de nutrition saine, d'encouragement de la pratique d'activités physiques et sportives et de dépistage précoce de l'hypertension artérielle car, a-t-elle précisé, une personne sur trois ignore qu'elle est atteinte de cette maladie, dite «silencieuse».

L'équipe médicale de cardiologie à l'EHU de Beni Messous qui chapeaute cette journée de sensibilisation, assure des consultations, ce jour, entre 15H et 17H pour reprendre le travail après l'Iftar à partir de 21H00.

MILA:

Des pharmaciens réclament une «protection» et l'organisation de la vente des psychotropes

Des dizaines de pharmaciens se sont rassemblés jeudi devant le siège de la wilaya de Mila pour réclamer une «protection» durant leur activité, notamment en ce qui concerne la vente de médicaments classés comme substances psychotropes, appelant à organiser leur vente.

Un représentant des manifestants, Dr Karim Merghemi, vice-président du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (SNAPO), a indiqué à l'APS que cette protestation intervient suite à de nombreux problèmes rencontrés par les pharmaciens d'officine, entre autres les menaces qu'ils reçoivent quotidiennement de la part de criminels et de toxicomanes se présentant à eux pour acheter des

médicaments classés comme substances psychotropes. La même source a rappelé, à cet effet, les cas des confrères tués depuis quelques mois dans les wilayas de Mascara et Oum El-Bouaghi, ajoutant que les services sécuritaires classent certains médicaments comme substances psychotropes, alors qu'ils ne figurent pas dans les tableaux nationaux ou internationaux, ce qui n'empêche pas les pharmaciens de les vendre, mais uniquement sous ordonnance. Il a ajouté que cela pourrait soumettre le pharmacien à des poursuites judiciaires, rappelant ce qui était arrivé à une collègue de la même wilaya, qui a éclopé de 10 ans de prison pour avoir vendu un médicament non classé comme

psychotrope, mais que les services de sécurité incluent dans cette catégorie.

Dr. Merghemi a déclaré que cette protestation qui a vu la participation de dizaines de pharmaciens de Batna, Sétif, Alger et de Mila, est «la première du genre» et sera suivie d'un mouvement national qui sera annoncé lundi prochain lors de la réunion d'urgence du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine.

Les pharmaciens protestataires ont appelé, à cet effet, les autorités à réglementer la vente des médicaments classés comme psychotropes en publiant les derniers tableaux au Journal officiel conformément à la loi 04/18, la publication des textes réglementaires

régissant ce type de médicament, ainsi que l'obligation de le contrôler tout en assurant la protection des pharmaciens.

Pour sa part, le directeur local de la santé (DSP), Said Ouabbas, a déclaré que les pharmaciens doivent respecter les lois pour ne pas être poursuivis en justice à cause de la vente de certains médicaments classés comme substances psychotropes.

Il a souligné que la DSP, en coordination avec les services sécuritaires, ont organisé des sorties de sensibilisation au profit des pharmaciens privés à travers plusieurs communes, notamment en ce qui concerne le cadre juridique régissant la vente de médicaments classés comme des substances psychotropes.

LUTTE CONTRE LE SIDA:

Une aide de 34 millions d'euros au Tchad

Le Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme a accordé un don sur deux ans de 34 millions d'euros au Tchad pour lutter principalement contre le VIH/sida, a annoncé la directrice Afrique centrale du Fonds, Tina Draser, à N'Djamena.

Cette subvention doit notamment permettre d'accroître le nombre de personnes séroposi-

tives sous antirétroviraux (ARV) et traiter davantage «de femmes enceintes séropositives afin de prévenir la transmission du VIH/SIDA à leurs nouveaux nés», a-t-elle indiqué mercredi lors d'une conférence de presse.

Au Tchad, pays de près de 12 millions d'habitants, 110.000 personnes vivent avec le virus et 5.800 autres sont infectées chaque

année selon les dernières données de l'Onusida.

Seul 14% des enfants séropositifs âgés de moins de 14 ans sont sous traitement ARV.

Immense pays s'étendant de l'Afrique centrale à la bande sahélo-saharienne, le Tchad est l'un des pays les plus pauvres du monde.

EBOLA EN RD CONGO: Un agent de santé tué

Un agent congolais de l'équipe de riposte contre la fièvre hémorragique Ebola a été assassiné dans l'Est de la République démocratique du Congo où l'épidémie a déjà fait plus de 1.000 morts, ont annoncé jeudi les autorités sanitaires congolaises. «Un agent de l'équipe des enterrements dignes et sécurisés a été assassiné à Vuhovi dans la nuit du 7 au 8 mai 2019», dans des circonstances qui ne sont pas encore élucidées, a indiqué le ministère de la Santé dans son bulletin quotidien sur la situation épidémiologique. La zone de santé de Vuhovi est située dans la province troublée du Nord-Kivu. En février, un infirmier y avait été enlevé puis tué par des hommes armés. La dixième épidémie d'Ebola sur le sol congolais a été déclarée le 1er août 2018 dans les provinces Nord-Kivu et de l'Ituri, une région en proie aux violences en raison de la présence de plusieurs dizaines de groupes armés.

Depuis, «il y a eu 1.069 décès (1.003 confirmés et 66 probables) et 442 personnes guéries», selon les données du ministère de la Santé datées de mercredi.

267 cas suspects sont également en cours d'investigation. Cette épidémie est la deuxième plus grave après celle qui a touché l'Afrique de l'ouest en 2014 (avec plus de 11.000 morts en Guinée, Sierra Leone et au Liberia principalement).

Mercredi, des hommes armés ont lancé des attaques dans la ville de Butembo faisant une dizaine de morts, assaillants et forces de sécurité confondus.

Ces violences ont de nouveau perturbé les activités dans cette ville considérée aujourd'hui comme le principal foyer de l'épidémie. Les enterrements sécurisés des malades sont parfois perçus par les populations comme une «agression culturelle». L'OMS a aussi dénoncé la «manipulation politique» de responsables locaux, visant à créer un sentiment d'hostilité contre le personnel luttant contre le virus. Depuis le début du mois de mai, «c'est la cinquième journée consécutive durant laquelle les équipes de riposte ne sont pas en mesure de réaliser toutes les activités» nécessaires à Butembo, telles que la recherche active des cas dans la communauté, la vaccination et les enterrements sécurisés, a regretté le ministère de la Santé. En avril, un médecin camerounais travaillant pour le compte de l'OMS a été tué alors qu'il participait à une réunion dans un hôpital universitaire.

Plus de 100.000 personnes ont été vaccinées depuis août 2018. A New York, le Secrétaire général des Nations unies s'est dit «préoccupé par le nombre de nouveaux cas d'Ebola» dans l'est de la RDC. «A ce stade critique, des ressources supplémentaires sont nécessaires», a-t-il estimé. Rumeurs et défiance entravent le travail des personnels de santé dans la région, où une partie des habitants de la région sont dans un déni de la maladie, qui prend parfois des formes violentes.

MALADIE: Le Kenya promet de nouveaux investissements pour renforcer la lutte contre le VIH/sida

Le Kenya canaliserait des ressources supplémentaires en direction d'interventions au niveau des communautés visant à renforcer la prévention et le traitement du virus VIH et du sida, une maladie qui affecte près de 5,6 % de la population du pays, selon les estimations, ont déclaré jeudi des responsables.

Sicily Kariuki, secrétaire d'Etat à la Santé, a fait savoir que le gouvernement avait défini comme priorité un financement énergétique de la lutte contre le VIH et le sida, afin de réduire le nombre des décès qui affectent les segments productifs de la population.

«Notre pays a remporté des succès remarquables dans la lutte contre le sida. Toutefois, au niveau de l'Etat, notre priorité est d'allouer des ressources supplémentaires afin de nous assurer que la dynamique de progression vers l'objectif de zéro nouvelle infection et zéro décès soit maintenue», a dit Mme Kariuki.

La responsable s'exprimait à Nairobi à l'occasion de la conférence nationale annuelle sur le VIH et le sida, qui a pour thème «Mobiliser la réponse contre le VIH afin d'accélérer l'impact pour une couverture de santé universelle». Plus de 500 délégués, dont des représentants des autorités, des chercheurs, des donateurs et des lobbys, ont assisté à ce forum annuel afin d'examiner les progrès réalisés dans la lutte contre le VIH et le sida.

Le Kenya est l'un des cinq pays d'Afrique subsaharienne soumis au fardeau du sida le plus élevé, mais il a observé une baisse du nombre des nouvelles infections et des nouveaux décès grâce à des interventions ciblées comme un dépistage de masse, une subvention des traitements et une campagne de sensibilisation publique forte.

HORLOGE BIOLOGIQUE

LES EFFETS DU TRAVAIL EN HORAIRES DÉCALÉS SUR LA SANTÉ...

A cause d'une horloge biologique perturbée, les personnes travaillant en horaires décalés augmentent leur risque de surpoids, d'obésité, de manque de sommeil et de somnolence excessive. Selon une nouvelle étude américaine, un sommeil suffisant pourrait aider à limiter ces risques.

Depuis quelques années, de nombreuses études fleurissent au sujet des risques liés au travail en horaires décalés, et notamment de nuit. Obésité, surpoids, dépression, diabète, troubles du sommeil... Les personnes travaillant en horaires décalés, différents du traditionnel 8h-18h, voient leur horloge biologique se dérégler et augmenter le risque de maladies métaboliques notamment.

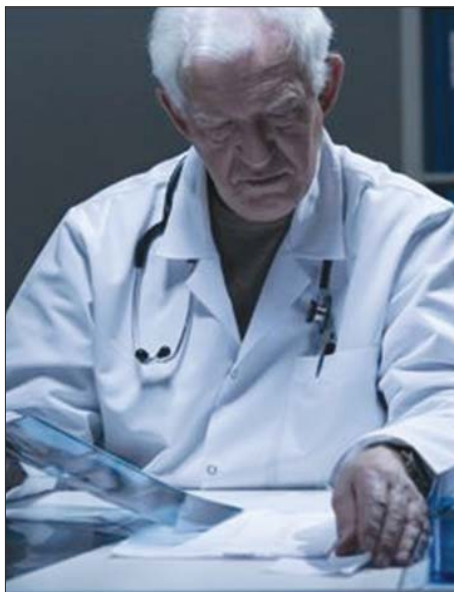
« Les travailleurs décalés sont particulièrement exposés à des troubles du sommeil, vu que leur travail les oblige à exercer de nuit, de façon flexible, prolongée ou en rotation horaire », souligne Marjory Givens, docteure à l'Université de la Winsconsin School of Medicine and Public Health aux États-Unis. « Les travailleurs décalés sont plutôt des hommes, des personnes issues des minorités, des individus à faible niveau d'éducation et exercent généralement à l'hôpital, dans le secteur de la production ou dans les industries de transport maritime. »

Ces constats viennent tout droit d'une étude publiée dans la revue spécialisée Sleep Health, basée sur les données de 1 393 personnes. Celles-ci ont été soumises à des examens sanitaires, incluant un examen physique pour calculer l'indice de masse corporelle (IMC) et un entretien à domicile.

Après analyse, les données révèlent que les travailleurs décalés sont plus susceptibles d'être en situation de surpoids ou d'obésité que ceux qui ont des horaires de travail classiques (47,9% contre 34,7%). Ils souffrent davantage de troubles du sommeil tels que l'insomnie (23,6% contre 16,3%), le manque de sommeil (53% contre 42,9%) ou encore les réveils nocturnes (31,8% contre 24,4%).

Des problèmes métaboliques pouvant être atténués par un sommeil suffisant

Le Dr Givens et son équipe ont constaté que les troubles du sommeil étaient positivement associés au surpoids et à l'obésité ainsi qu'aux maladies métaboliques (diabète, cholestérol). L'association est d'autant plus forte lorsque les travailleurs décalés dorment moins de 7 heures par jour. Ainsi, si les problèmes de sommeil ne peuvent pas à eux seuls expliquer la prévalence du diabète et du surpoids chez les travailleurs en horaires décalés, ils pourraient jouer un rôle prépondérant. Dans ce sens, un sommeil suffisant et de bonne qualité pourrait aider à diminuer le risque de problème de poids et de maladie métabolique.



... AGGRAVE LE RISQUE DE DIABÈTE

Travailler en horaire décalé augmente globalement de 9 % le risque de développer un diabète de type 2 selon une étude. Mais les hommes sont encore plus vulnérables que les femmes.

Décidément il ne fait pas bon travailler de nuit. Alors que plusieurs études ont déjà démontré la surexposition au risque de cancer de la prostate (pour les hommes), et cancer du sein (pour les femmes) et à l'obésité, une étude enfonce le clou en mettant en garde une nouvelle fois contre le diabète. Les hommes qui travaillent en horaire décalé ont en effet 35 % plus de risque d'avoir un diabète de type 2 selon cette étude chinoise réalisée par l'université Huazhong University of Science and Technology. Globalement, tout sexe confondu, le risque est accru de 9 %.

« Étant donnée la prévalence croissante du travail en horaires



décalés dans le monde et le lourd fardeau que représente le diabète, les résultats de notre étude fournissent les indices valables et pratiques de la prévention du diabète», expliquent les chercheurs dans la

revue scientifique Occupational and Environmental Medicine.

Les raisons à ce phénomène pourraient venir de la perturbation du sommeil et des habitudes alimentaires induites par le travail en

horaires décalés. L'alimentation à une heure tardive la nuit rend l'organisme plus prompt à stocker l'énergie en graisses, augmentant le risque d'obésité et le diabète de type 2.

Une bonne hygiène de vie

Fortis de ces résultats, les hommes qui travaillent en rotation ou de nuit devraient faire particulièrement attention à leur hygiène de vie. Cela passe d'abord par une alimentation équilibrée : manger des fibres, des aliments à faible index glycémique et éviter au maximum les aliments gras et encore plus les graisses saturées, mauvaises pour les artères.

Ensuite, une activité physique (douce et d'endurance) doit être pratiquée régulièrement car le sport brûle le glucose et favorise l'équilibre glycémique (taux de sucre dans le sang).

PALUDISME : UNE PLANTE CHINOISE POUR VAINCRE LA MALADIE



Un nouveau remède semble montrer des résultats encourageants pour lutter contre le paludisme. Testée en Éthiopie, cette nouvelle thérapie à base d'artémisinine, une plante chinoise, a permis de baisser la mortalité de 35%.

L'hôpital de Tulu Bolo en Éthiopie utilise depuis octobre 2014 l'artémisinine injectable, un dérivé de l'artémisinine, plutôt que la traditionnelle quinine pour traiter les patients atteints de paludisme. « Nous avons constaté une baisse de la mortalité de 35% avec l'artémisinine injectable, un dérivé de l'artémisinine », explique Zerhun Kassa, l'un des médecins de l'hôpital de Tulu Bolo. « Les patients se rétablissent mieux et beaucoup plus vite », affirme-t-il.

Ce test réalisé en Éthiopie confirme les chiffres encourageants d'Unitaid, l'organisation internationale chargée d'améliorer l'accès aux traitements contre la malaria, le sida et la tuberculose et de Médecins sans Frontières (MSF).

Les deux organisations ont annoncé que ce nouveau traitement pourrait permettre d'éviter 195 000 décès par an et réduirait la mortalité de cas de paludisme sévère de 39% chez les adultes et 24% chez les enfants.

« La quinine est beaucoup plus compliquée à utiliser que l'artémisinine », explique Ambachew Yohannes d'Unitaid. « Il faut un dosage précis et une surveillance constante du taux de sucre dans le sang. Il arrive que les patients meurent d'un mauvais dosage de quinine », rappelle-t-il. « Le défi est de faire parvenir ce nouveau traitement au niveau des centres de santé dans les villages », conclut Ambachew Yohannes.

Le paludisme en chiffres

La malaria (ou paludisme) est une maladie parasitaire potentiellement mortelle transmise par des moustiques. Après la piqûre d'un moustique infecté, le parasite responsable du paludisme gagne le foie où il se multiplie. Il se propage dans le sang où sa prolifération pourra provoquer le décès de la personne atteinte. Les premières victimes de cette épidémie sont les enfants. « Chaque minute un enfant meurt de cette maladie. Au moins trois quarts des décès concernent des petits de moins de 5 ans », selon les chiffres de l'Organisation Mondiale de la Santé. Si, entre 2000 et 2015, la mortalité liée au paludisme a diminué de 47% dans le monde et de 54% en Afrique, selon l'OMS et que

GROSSESSE

5 SIGNES QUI INDIQUENT QUE VOUS ÊTES SANS DOUTE ENCEINTE

L'explosion des allergies dans les pays développés peut en partie s'expliquer par les niveaux importants de pollution dans nos intérieurs, notamment en raison de l'utilisation de la construction et des produits ménagers.

VOUS ÊTES TRÈS TRÈS TRÈS... FATIGUÉE

C'est sans doute le symptôme le plus communément partagé par les femmes enceintes. Même aux tous premiers jours de la grossesse, votre corps se prépare aux futurs changements qu'il va devoir affronter. Si une fatigue soudaine vous tombe dessus alors que vous n'avez pas modifié vos heures de coucher ou de réveil, c'est sans doute que vous êtes en train de "dormir pour deux".

VOUS VOUS SENTEZ BARBOUILLÉE

Rien à voir avec les nausées matinales qui, dans quelques semaines, vont vous obliger à vous précipiter aux toilettes dès que vous mettez un pied à terre le matin. Vous n'avez pas envie de vomir mais vous vous sentez barbouillée, comme si le dîner de la veille avait du mal à passer. Et cette sensation désagréable peut vous tomber dessus n'importe quand dans la journée. Les médecins pensent que c'est le premier indice des modifications hormonales subies par votre organisme en cas de grossesse.

VOUS SOUTIEN-GORGE EST TROP SERRÉ

Les taux d'oestrogènes, de progestérone et de prolactine sont à la hausse : toutes ces fluctuations hormonales ont des répercussions immédiates sur votre poitrine. Vos seins sont plus lourds qu'à l'habitude, comme si vous souffriez du syndrome pré-menstruel, et vous vous sentez mal à l'aise dans votre soutien-gorge. Si vous y prêtez attention, vous constatarez sûrement aussi que les aréoles de vos seins sont plus foncées qu'à l'ordinaire.



NOTRE TEMPÉRATURE EST UN TANTINET PLUS ÉLEVÉE

Lorsque vous ovulez, votre température corporelle grimpe d'un demi-degré grâce à une poussée de la progestérone. Elle repart ensuite à la baisse lorsque les règles apparaissent. Mais si vous êtes enceinte, le taux de progestérone va rester élevé et votre température également. La différence est trop minime pour que vous le ressentiez, comme lorsque vous avez de la fièvre. Mais si vous prenez votre température tous les matins au réveil pour connaître vos jours d'ovulation, c'est quelque chose que vous avez sans doute remarqué.

VOUS PERDEZ UN PEU DE SANG

Vos règles ne doivent pas arriver avant une semaine et pourtant vous avez remarqué quelques taches de sang sur vos sous-vêtements. Surtout n'allez pas vous inquiéter : il est tout à fait normal de perdre un peu de sang après la conception et cela n'a rien d'inquiétant. Cela arrive à environ une femme sur trois : les médecins les appellent "saignements d'implantation". Ils font partie des signes annonciateurs de grossesse : lorsque l'œuf s'implante dans la muqueuse utérine, cela endommage parfois la muqueuse, ce qui provoque des saignements.

QUATRE VÉRITÉS À CONNAÎTRE SI VOUS VOULEZ FAIRE UN BÉBÉ

Vous essayez de tomber enceinte ? Voici quatre vérités à connaître pour mettre toutes les chances de votre côté.

Il est plus difficile de tomber enceinte quand on travaille de nuit

Travailler de nuit ou travailler en horaires décalés a en effet un impact sur les cycles menstruels et bouscule les périodes de fertilité. Le manque de régularité dans les horaires de travail bouscule l'horloge biologique des femmes dont les cycles menstruels deviennent irréguliers. Selon une étude britannique, les femmes qui travaillent de nuit ont en horaires décalés sont 80% plus nombreuses que les femmes qui travaillent à des heures régulières, à consulter un gynécologue pour des problèmes de fertilité. Il est particulièrement important, si

vous avez un projet de bébé, de vous reposer dès que possible et surtout de vous imposer de vrais repas équilibrés car lorsqu'on travaille de nuit, on a tendance à manger plus mal.

Prendre un bon petit déjeuner aide à faire un bébé

Prendre un petit déjeuner copieux (c'est-à-dire comptant au moins 900 calories) permet de faire baisser le taux de glycémie. Mais cela fait également baisser le taux de testostérone, une hormone male impliquée dans les problèmes de fécondité. Selon des chercheurs de l'Université de Tel-Aviv, commencer régulièrement la journée par un bon petit déjeuner permettrait de booster l'ovulation chez les jeunes femmes, y compris celles qui sont atteintes du syndrome des ovaires polykystiques, une anomalie

hormonale qui provoque l'absence d'ovulation. Pour vous mettre en appétit, voici 5 recettes pour un petit-déjeuner coupe-faim.

Il est plus facile de tomber enceinte quand on dort 8 heures par nuit

C'est en suivant un groupe de femmes ayant subi une fécondation in vitro que les chercheurs coréens sont parvenus à cette conclusion. Ils se sont rendus compte, en effet, que les femmes qui avaient des horaires de coucher réguliers et qui dormaient entre 7 et 8 heures par nuit réussissaient plus facilement à démarrer leur grossesse. Les heures de sommeil jouent sur les hormones, y compris les hormones de la fertilité. Si vous souhaitez tomber enceinte, il est donc important d'instaurer une routine du sommeil et de se coucher et se lever aux mêmes heures.

SAHARA-OCCIDENTAL - MAROC:

Un responsable sahraoui appelle à se mobiliser autour du Front Polisario et à s'attacher à l'unité nationale

Le directeur national, conseiller au secrétariat de l'organisation politique du Front Polisario, Ibrahim Essalem Azzrouk, a appelé le peuple sahraoui à se mobiliser autour du Front Polisario, seul et unique représentant légitime du peuple sahraoui, et à s'attacher à l'unité nationale, en tant que choix stratégique pour tous les Sahraouis.

La déclaration de M. Azzrouk intervient à l'occasion du début de la célébration du 46ème anniversaire de la création du Front Polisario, jeudi à Boujdour. Le responsable sahraoui a appelé, à cette occasion, le peuple sahraoui à «se mobiliser autour du Front Polisario, son seul et unique représentant légitime, et à s'attacher à l'unité nationale, en tant que choix stratégique pour tous les Sahraouis», a indiqué l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Cette manifestation a été marquée par la distinction de plusieurs cadres du Front Polisario ayant reçu une formation lors de la période précédente, et ce en guise de leurs efforts consentis.

Selon SPS, Le secrétariat de l'organisation politique a tracé un programme pour la célébration du 46ème anniversaire de la création du Front Polisario à travers les différentes wilayas.

SOUDAN:

La contestation ne faiblit pas un mois après la destitution d'el-Béchir

Un mois après la destitution du président soudanais Omar el Béchir par les militaires le 11 avril, le mouvement de contestation au Soudan ne faiblit pas et continue pendant le mois sacré de Ramadhan à se rassembler et à réclamer son droit à une transition démocratique devant être gérée par des civils. «Les rassemblements et la mobilisation vont continuer jusqu'à la satisfaction totale des revendications du peuple soudanais pour lesquelles il a bravé la mort et la répression d'el-Béchir», ont notamment affirmé des manifestants soudanais jeudi à Khartoum au quatrième jour du Ramadhan, cités par des médias. Ce qui exaspère à présent les Soudanais est le refus du Conseil militaire de transition de céder le pouvoir aux civils pour gérer une période de transition indispensable pour l'organisation à terme d'une élection présidentielle et du coup l'avènement d'un nouveau pouvoir.

Le Conseil militaire, avec qui les représentants de la contestation ont accepté de négocier quant à la mise en place d'une autorité collégiale, refuse de céder sur la présidence de ladite autorité et la supériorité numérique quant aux membres composant l'autorité en question.

«La réponse du Conseil militaire va dans le sens d'une prolongation des négociations et non vers une transition» rapide, avait souligné mercredi dans un communiqué l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), qui représente les manifestants. L'obstination du Conseil militaire dirigé par le général Abdel Fattah El Borhane a poussé les leaders de la contestation à menacer de recourir à la désobéissance civile. «Les formes de l'escalade sont (déjà) définies: poursuivre les sit-in et préparer un mouvement de désobéissance civile», a déclaré à la presse l'un de ces responsables, Khaled Omar Youssef quelques heures après le refus du Conseil militaire pour la plateforme présentée par les représentants des manifestants. Le Conseil militaire défie désormais même la communauté internationale qui ne cesse de le solliciter pour transférer sans délais la gestion de la période de transition aux civils.

L'Union africaine (UA) qui suit avec préoccupation la situation au Soudan a accordé un délai de 60 jours pour les militaires pour le transfert du pouvoir, faute de quoi le Soudan perdrait sa qualité de membre.

CRISE LIBYENNE:

Poursuite des combats, la CPI «attentive»

Les combats au sud de Tripoli se poursuivent depuis le lancement de l'agression des troupes de Khalifa Haftar contre la capitale libyenne, début avril, ayant fait au moins 443 morts et 2553 blessés, suscitant la réaction de la Cour pénale internationale (CPI) qui se dit «très attentive» au développement de la situation.

Malgré les appels notamment de l'ONU à une trêve pendant le Ramadan, les troupes de Haftar, selon des sources militaires libyennes, ont pris pour cible, la nuit dernière, un site des forces du gouvernement d'union nationale libyen (GNA) au sud de Tripoli, ajoutant qu'elle ciblaient également des magasins de munitions dans la région de Janzur.

D'après les médias locaux, les forces du GNA étaient sur la défensive près de l'aéroport international de Tripoli et dans la région de Toichia.

Face à ces hostilités, le chef du gouvernement libyen d'union nationale (GNA) libyen, Fayez al-Sarraj, a appelé ses troupes à faire face aux mouvements des troupes de Haftar notamment autour de l'aéroport de Tripoli.

Alors que la crise se poursuit et que le nombre de personnes déplacées approche les 60.000, l'OMS a déclaré, dans un tweet plus tôt dans la journée, qu'elle travaillait à la coordination des services de santé en cours.

Dans un nouveau bilan, l'agence de presse libyenne, Lana, a fait état mercredi d'au moins 443 morts et 2553 blessés, dont 108 civils.

Les combats ont suscité des réactions de la part de la CPI, l'ONU, l'Union Européenne (UE) et l'Union Africaine (UA) ainsi que la communauté internationale.

En effet, la CPI s'est dite disposée à enquêter et poursuivre les individus ou parties commettant des actes constituant des crimes relevant de la compétence.

«Alors que je m'adresse à vous aujourd'hui, à mon grand regret, les combats en Libye se poursuivent sans relâche», a indiqué mercredi à New York, la procureur de la CPI, Fatou Bensouda, qui briefait le Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation en Libye.

Appels à une trêve pour l'acheminement des aides humanitaires

Le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki, et le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, ont lancé lundi un nouvel appel à un cessez-le-feu en Libye, rejeté jusqu'à présent par Khalifa Haftar qui veut poursuivre sa conquête de Tripoli, estimant que la priorité était «de faire en sorte que (la guerre) cesse». Pour sa



part, le SG de l'ONU qui s'est déclaré «très préoccupé» par les informations selon lesquelles des frappes aériennes auraient touché un centre de détention pour migrants à Tajoura, dans l'est de la capitale libyenne, a vu la nécessité «d'un cessez-le-feu» et une «cessation des hostilités» avec un retour à un processus de règlement politique, estimant que l'appel à un cessez-le-feu inclut un «arrêt de l'offensive» militaire menée par les troupes armées de Haftar. La Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) déployée à Tripoli a appelé dimanche à observer une trêve humanitaire à partir de lundi, le premier jour du Ramadan. Mais n'a «malheureusement pas encore été observée pour le moment», selon Stéphane Dujarric, le porte-parole de M. Guterres. Le but de cette trêve était «de permettre l'acheminement d'une aide humanitaire aux personnes dans le besoin et de permettre aux civils de circuler librement», a-t-il déclaré. De son côté, la mission de l'UE en Libye a exprimé sa solidarité avec le peuple libyen «qui a souffert de l'instabilité au cours des huit (8) dernières années, en particulier des personnes prises au piège des récents combats à Tripoli».

Dans la foulée, la mission européenne a souligné que la Libye «a maintenant besoin de la détermination des dirigeants pour adopter et promouvoir des solutions qui donnent la priorité aux intérêts du peuple libyen et mettent fin au conflit en cours», estimant que «c'est le seul moyen qui permettra au pays d'aller de l'avant et de mettre fin à la transition». Mardi, M. al-

Sarraj, a entamé une tournée dans des capitales européennes en vue de réunir des soutiens et faire dissiper les divisions internationales vis-à-vis de la crise libyenne, exacerbée par l'agression des troupes menées par Haftar contre Tripoli.

Mercredi, la France et la Libye ont affirmé l'importance d'élargir et approfondir le dialogue avec l'ensemble des composantes de la nation libyenne, à l'issue d'un entretien à Paris du président Emmanuel Macron avec le Premier ministre libyen Fayez al-Sarraj.

Selon un communiqué de l'Elysée, le président Macron a réitéré sa volonté d'aider à construire la paix dans le cadre d'un processus politique en Libye, sous l'égide des Nations unies. Dans un entretien accordé samedi, à l'agence russe RIA Novosti, M. Fayez al-Sarraj a évoqué la situation sur le terrain et formulé la condition d'arrêt des combats contre les troupes de Haftar, annonçant que les forces du GNA avaient réussi «à rétablir leur contrôle» sur nombre de positions, occupées auparavant par l'Armée nationale libyenne (ANL) sous commandement du maréchal Haftar. «(..) A présent, la situation est bonne et les forces de l'agresseur battent en retraite.

Elles se sont mises à pillonner à l'aveugle les quartiers résidentiels, ce qui a fait des victimes parmi la population civile», a-t-il déclaré, indiquant que le GNA arrêterait ses opérations contre l'ANL, «dès que les unités de celle-ci reviendraient sur leurs anciennes positions».

ONU-LIBYE

Réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur la Libye

Le Conseil de sécurité des Nations unies discutera vendredi matin à huis clos de la situation humanitaire en Libye après plus d'un mois d'offensive militaire infructueuse des troupes du maréchal Khalifa Haftar pour s'emparer du contrôle de Tripoli.

La réunion a été demandée par le Royaume-Uni, ont précisé jeudi des diplomates. Depuis le début de l'offensive le 4 avril, selon l'ONU, les affrontements et les bombardements ont fait au moins 432 morts et plus de 55.000 déplacés en Libye, pays riche en pétrole.

Jeudi, le maréchal Haftar, lors de sa deuxième visite au Caire en moins



d'un mois, a reçu le soutien du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi à ses «efforts dans la lutte contre le terrorisme et les groupes et milices extrémistes afin de parvenir à la sécurité et la stabilité en Libye», selon la

présidence égyptienne. Au Conseil de sécurité, les Occidentaux sont divisés sur ce qu'il convient de faire pour la Libye, une proposition de résolution britannique demandant un cessez-le-feu n'ayant toujours

pas à ce jour de soutien des Etats-Unis. Soutien du maréchal Haftar, la Russie a également fait part de réticences à la proposition britannique. Jeudi, le chef de la diplomatie britannique Jeremy Hunt a estimé qu'il ne pouvait «y avoir de solution militaire» au conflit.

«S'engager à un cessez-le-feu et à un retour aux négociations politiques sous l'égide de l'ONU est la seule manière d'aller de l'avant», a-t-il dit après des discussions à Londres avec le chef du gouvernement libyen d'union nationale (GNA), Fayez al-Sarraj, opposé dans le conflit au maréchal Haftar.

DIPLOMATIE: Palestiniens et Américains aux antipodes à l'ONU

Les Palestiniens et Américains ont affiché jeudi des positions aux antipodes sur le futur plan de paix que doit dévoiler en juin Washington, lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur la colonisation israélienne dans les territoires palestiniens.

En présence de Jason Greenblatt, conseiller de Donald Trump pour le Proche-Orient, le chef de la diplomatie palestinienne Riyad al-Maliki a jugé que le futur plan américain n'était pas le fruit «d'efforts de paix».

La présence des deux responsables dans une même salle est rarissime alors que les relations entre Palestiniens et Américains sont rompues depuis la reconnaissance fin 2017 par Donald Trump d'El-Qods occupé comme capitale d'Israël.

«Tout indique jusqu'à présent qu'il ne s'agit pas d'un plan pour la paix mais plutôt de conditions que nous devrions accepter. Il n'y aucune somme d'argent qui rendrait ces conditions acceptables», a asséné le ministre palestinien. La vision qui sera proposée «sera réaliste et réalisable», a rétorqué Jason Greenblatt.

Elle a été conçue par une équipe qui a voulu avoir un «œil neuf» sur les causes du conflit, a-t-il ajouté, en réclamant d'aider les deux parties à en discuter lorsqu'elle sera dévoilée. Jason Greenblatt est co-auteur avec Jared Kushner, conseiller et gendre de Donald Trump, et l'ambassadeur



américain en Israël David Friedman, du plan de paix en gestation depuis deux ans et attendu le mois prochain. La réunion informelle à l'ONU du Conseil de sécurité sur la colonisation israélienne a été organisée par l'Indonésie et le Koweït, deux membres non permanents.

Entrecoupée de vidéos, elle a donné lieu à des interventions d'experts critiques à l'égard d'Israël et de son soutien américain. Lors de la

signature des accords de paix d'Oslo, «il y avait 100.000 colons israéliens», 25 ans après, «il y en a maintenant plus de 600.000 dans les territoires palestiniens, y compris El-Qods Est», a rappelé, de son côté, Riyad al-Maliki.

Israël «ne cherche même plus à dissimuler la véritable nature coloniale de ses activités d'occupation ni son intention d'annexer les territoires palestiniens», a affirmé le responsable palestinien.

AFGHANISTAN: Fin d'un nouveau cycle de négociations entre Etats-Unis et talibans

Le dernier cycle de pourparlers entre les Etats-Unis et les talibans pour mettre fin au conflit en Afghanistan s'est achevé jeudi au Qatar sur de nouveaux «progrès» mais sans réelle percée, les Américains commençant à manifester leur impatience face à la lenteur des négociations.

Les tractations s'étaient poursuivies malgré une attaque meurtrière des talibans mercredi à Kaboul contre une ONG financée par les Etats-Unis.

L'émissaire américain pour les pourparlers de paix en Afghanistan, Zalmay Khalilzad, a salué sur Twitter des «progrès réguliers mais lents sur des parties du cadre pour mettre fin à la guerre afghane». «Nous nous attaquons aux choses sérieuses, le diable est toujours dans les détails», a-t-il souligné. «Toutefois,

le rythme actuel des négociations n'est pas suffisant», «nous avons besoin de faire davantage de progrès, et plus rapidement», a-t-il plaidé.

Suhail Shaheen, le porte-parole politique des talibans à Doha, avait auparavant tweeté que «quelques progrès» avaient été réalisés au cours de ce sixième cycle de pourparlers et que les deux parties s'étaient engagées à poursuivre les négociations. «Ce cycle a généralement été positif et constructif. Les deux parties se sont écoutées l'une l'autre avec soin et patience», a-t-il affirmé, jugeant les discussions «positives et constructives». Ces discussions ont semblé buter sur la question centrale du calendrier du retrait des forces américaines.

Avant d'annoncer un tel calendrier, les Etats-Unis veulent que les tali-

bans offrent des garanties de sécurité en matière de lutte contre le terrorisme, s'accordent sur un cessez-le-feu et l'ouverture d'un dialogue interafghan.

«Notre proposition pour que toutes les parties réduisent la violence reste aussi sur la table», a assuré l'émissaire américain.

Les insurgés répètent quant à eux à l'envi qu'ils ne souhaitent pas aller de l'avant tant que les Etats-Unis n'auront pas annoncé officiellement ce calendrier de retrait.

Les talibans ont également rejeté l'appel au cessez-le-feu pour le premier jour du ramadan lancé par le président Ashraf Ghani, dont le gouvernement est tenu à l'écart de ces discussions bilatérales.

Ils ont au contraire revendiqué dimanche une attaque contre un poste de police dans une

province du nord de l'Afghanistan, qui a provoqué la mort d'au moins 13 policiers et fait 55 blessés, dont de nombreux civils.

Et mercredi, ils ont revendiqué l'attaque contre l'ONG américaine Counterpart International dans laquelle neuf personnes ont péri, dont trois membres de l'ONG Care international dont les locaux jouxtent ceux de Counterpart.

«Cette violente attaque est un assaut insensé contre les nobles valeurs portées par des organisations comme Counterpart» qui «dirige des programmes pour encourager le dialogue pour la paix, favoriser la participation de la jeunesse et améliorer les opportunités pour les femmes», a déclaré vendredi le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo dans un communiqué.

TRAITÉ SUR LE NUCLÉAIRE IRANIEN: Washington fustige les réactions de Téhéran

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a fustigé jeudi les dernières réactions de Téhéran au sujet de traité sur le nucléaire, les qualifiant de «menaçantes» et affirmant que Washington n'hésitera pas à réagir à toute action «contre ses intérêts».

«Téhéran devrait comprendre que toute attaque par lui ou ses affidés de toute nature contre les intérêts des Etats-Unis ou leurs ressortissants entraînera une réaction rapide et décisive des Etats-Unis», selon un communiqué diffusé par le Département d'Etat.

M. Pompeo a annulé une visite prévue au Groenland en raison de l'escalade des tensions avec l'Iran, selon des médias qui ont cité un responsable du Département d'Etat. Washington a augmenté la pression ces dernières semaines sur Téhéran avec une série de sanctions, d'accusations et de menaces militaires. Les Etats-Unis ont annoncé dimanche dernier qu'ils déployaient un groupe aéronaval et des bombardiers au Moyen-Orient, accusant l'Iran de «menacer» Washington et ses alliés dans la région.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a rejeté ces accusations.

«Si les Etats-Unis et leurs obligés ne se sentent pas en sécurité, c'est parce qu'ils sont méprisés par les peuples de la région. Accuser l'Iran n'y changera rien», a-t-il tweeté mardi. Vendredi dernier, le président iranien Hassan Rohani a appelé les Iraniens dans un discours à la nation à résister et s'unir. «L'Amérique ne se lassera de ce jeu qu'une fois qu'elle réalisera qu'il ne la mènera nulle part. Nous n'avons d'autres choix que celui de résister et de rester unis», a déclaré M. Rohani dans ce discours télévisé. «Notre guerre aujourd'hui est une guerre sur l'espoir. (Les Etats-Unis) veulent briser nos espoirs (...). Ils (Les Etats-Unis) veulent supprimer nos réserves en devises étrangères (...) ils cherchent à semer la discorde dans notre pays. Ils veulent que nous soyons divisés, que nous nous dressions les uns contre les autres», s'est-il alarmé.

ETATS-UNIS: Donald Trump va maintenir Patrick Shanahan à la tête du Pentagone



Le président américain Donald Trump va nommer Patrick Shanahan à la tête du Pentagone, un poste qu'il occupait déjà par intérim depuis le début de l'année, a annoncé jeudi la Maison Blanche.

Ancien numéro deux du ministère de la Défense, M. Shanahan, 56 ans, avait été nommé ministre par intérim après la démission fracassante de Jim Mattis fin décembre 2018 en raison de profonds désaccords avec M. Trump, notamment sur le retrait des troupes américaines de Syrie. Sa nomination à la tête du Pentagone doit encore être entérinée par le Sénat. Patrick Shanahan n'a jamais servi dans l'armée et a effectué la majeure partie de sa carrière chez le constructeur aéronautique Boeing.

«Le ministre par intérim a démontré au cours des mois écoulés qu'il était plus que qualifié pour diriger le département de la Défense et il continuera à faire un excellent travail», a indiqué Sarah Sanders, porte-parole de la Maison Blanche. Se déclarant «honoré» de cette nomination, M. Shanahan s'est dit déterminé à poursuivre la modernisation de l'armée américaine. Lors de son processus de confirmation devant le Sénat comme ministre adjoint de la Défense, ses lacunes diplomatiques avaient été écartées par le républicain John McCain, qui dirigeait alors la commission des Forces armées. L'ancien prisonnier de guerre, décédé depuis, avait estimé que le manque de précision dans certaines des réponses de Patrick Shanahan était «presque insultant». Pour lui, nommer au Pentagone un ancien dirigeant de l'industrie aéronautique équivalait à «faire entrer un renard dans un poulailler».

APB

BREXIT: Paris ne veut pas d'«extensions à répétition»

La France ne veut pas d'«extensions à répétition» du Brexit et demande à Londres d'«avoir une solution avant le 31 octobre», a indiqué un conseiller de l'Elysée.

«Les Britanniques participeront aux élections européennes, c'est discutable mais on a du mal à penser que le processus finira avant le 23 mars», a estimé ce responsable devant l'Association de la presse présidentielle.

Pour lui, «les élections européennes pourraient être un choc

politique qui aboutisse à un accord transpartisan avant le 30 juin.

«Mais si la situation n'est pas clarifiée le 31 octobre, moment où la Commission européenne se met en place, on ne va pas faire un cycle de sommets du Brexit», a-t-il ajouté.

Le Royaume-Uni devait à l'origine quitter l'Union européenne le 29 mars mais a dû repousser deux fois la date du départ, faute de soutien des députés britanniques à l'accord de Brexit conclu en novembre entre avec l'UE. La nouvelle date

limite a été fixée au 31 octobre et le gouvernement britannique (conservateur) discute depuis plusieurs semaines avec l'opposition travailliste pour trouver un consensus.

Les dirigeants des 27 Etats membres de l'UE qui resteront dans l'Union européenne après le départ du Royaume-Uni ont signé jeudi une déclaration à Sibiu (Roumanie) sur l'avenir de l'Europe, s'engageant à rester «unis, envers et contre tout» et à «protéger les citoyens».

L'AUTRE 8 MAI 1945 : Rassemblement à Paris pour la reconnaissance des massacres en Algérie

Un rassemblement commémoratif sur les massacres du 8 mai 1945 à l'est de l'Algérie par l'armée française coloniale a été organisé mercredi à Paris en fin d'après-midi, à l'appel d'un collectif d'associations, de partis politiques et syndicats.

Malgré le mauvais temps et la pluie, des dizaines de personnes sont venues essentiellement pour revendiquer la reconnaissance par l'Etat français des «crimes de guerre» et de «crimes contre l'humanité» commis contre des Algériens qui demandaient l'indépendance de l'Algérie, au moment où le monde occidental fêtait la victoire sur l'Allemagne nazie.

«Nous demandons l'ouverture de toutes les archives, l'inscription dans la mémoire nationale de ces événements par le biais de gestes forts des plus hautes autorités de l'Etat et un soutien à la diffusion de documentaires relatifs aux événements dans l'Education nationale comme dans les médias publics», telles ont été les revendications réitérées à chaque commémoration depuis quatre ans.

Au cours du rassemblement, les organisateurs ont rappelé que le caractère pacifique des

manifestations à Sétif, Guelma, Kherrata et dans la région qui ont été réprimées dans le sang par l'armée, la police, la Gendarmerie et les milices, causant la mort de milliers de civils algériens.

Pour eux, amputer l'histoire commune par l'occultation de ce crime d'Etat «ne permet pas à la France d'en finir avec la page coloniale de son histoire». L'association Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA) a estimé, de son côté, qu'il reste encore «beaucoup à dire et à faire» sur les massacres du 8 mai 1945 en Algérie et ceux du 17 octobre 1961 à Paris et sur l'œuvre «criminelle et traumatisante» de la colonisation.

Pour elle, la France «se grandirait en dépassant ce qui reste de son orgueil colonial, un gage essentiel d'une relation apaisée avec l'Algérie, où souffle aujourd'hui un mouvement d'espérance sans pareil».

A cet effet, le collectif organisateur a demandé



au président Emmanuel Macron d'aller «plus loin» dans ses déclarations au sujet de la colonisation française en disant la vérité sur les massacres du 8 mai 1945. En 2015, le conseil municipal de Paris, rappelle-t-on, a demandé, à l'unanimité, au chef de l'Etat de reconnaître ces massacres comme «crimes d'Etat», une demande qui a été adoptée par des villes comme Rennes, Nanterre et Ivry sur Seine.

Plusieurs manifestations commémoratives ont été organisées dans plusieurs villes de France. A Rennes, un collectif d'associations s'est rassemblé au square de Sétif pour rendre hommage

aux victimes des massacres du 8 mai 1945, en Algérie. «Reconnaître ce crime d'Etat dans l'histoire commune de la France et de l'Algérie, ne peut que permettre à la France d'en finir avec la page coloniale de son histoire, et de favoriser le plein épanouissement des partenariats entre nos deux peuples et nos deux Etats», a-t-on déclaré lors du rassemblement. Des rassemblements et des cérémonies commémoratives ont été également organisés dans la ville d'Orly. Un hommage aux victimes a été rendu à la place de la Résistance et de Déportation à Saint-Denis (Ile-de-France).

L'AUTRE 8 MAI 1945 : Les médias français doivent rappeler les massacres d'Algériens

Les médias français doivent rappeler, à l'occasion de la célébration du 8 mai 1945 en France, qu'en Algérie des dizaines de milliers d'Algériens ont été massacrés par l'armée française, a déclaré mercredi à Paris le politologue Olivier Le Cour Grandmaison.

«Les médias, pour leur part, doivent rappeler que le 8 mai 1945 n'était pas simplement la libération du pays, mais au même moment de l'autre côté de la Méditerranée, en Algérie, des dizaines de milliers d'Algériens ont été massacrés par l'armée française agissant sous l'autorité d'un gouvernement d'union nationale afin de maintenir l'intégrité de l'empire colonial français», a-t-il précisé dans une déclaration à l'APS, en marge du rassemblement commémorant les massacres de Sétif, Guelma et Kherrata contre des Algériens sortis pacifiquement revendiquer l'indépendance de leur pays.

Il a noté qu'en dépit des rassemblements depuis quatre ans, les plus hautes autorités de l'Etat français, en l'occurrence le président de la République Emmanuel Macron et le gouvernement, «n'ont fait aucune déclaration relative à la reconnaissance des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité commis par la France coloniale lors des massacres de Sétif, Guelma et Kherrata le 8 mai 1945». «Il faut rappeler à

ce sujet que la France, comparativement à d'autres puissances coloniales, est très en retard, puisque des pays comme l'Allemagne a reconnu le génocide perpétré en 1904 par les forces armées allemandes en Namibie ou la Grande-Bretagne qui a non seulement reconnu ses crimes coloniaux mais indemnisés les victimes et leurs descendants», a-t-il ajouté, considérant que la France devrait, à l'image des autres puissances coloniales, reconnaître «pleinement» les crimes contre l'humanité en Algérie, comme l'avait déclaré le candidat Macron en Algérie. Au cours de sa campagne pour la présidentielle, le candidat Macron a déclaré à la chaîne de télévision algérienne Echourrouk TV, le 5 février 2017, à l'occasion de son déplacement en Algérie, que la colonisation est «un crime contre l'humanité». Interrogé par le journal numérique Mediapart, le 5 mai suivant, il a annoncé : «Je prendrai des actes forts», rappelle-t-on. «Nous considérons que la reconnaissance par les plus hautes autorités de l'Etat et par l'Etat de ces massacres aura pour conséquence positive de faire en sorte que les événements soient inscrits dans les manuels scolaires, donc enseignés à l'occasion de la célébration en France du 8 mai 1945», a-t-il expliqué.

APS

GUELMA : Scouts et adhérents des établissements de jeunes en tête de la marche commémorative des massacres du 8 mai 1945

Des scouts musulmans algériens (SMA) et des adhérents d'établissements de jeunes ont pris, mercredi, la tête de la marche commémorant le 74ème anniversaire des manifestations du 8 mai 1945, exprimant leur attachement aux valeurs de la révolution de libération. Des dizaines de jeunes et enfants parmi les scouts ainsi que des associations sportives ont levé le drapeau national avec à leur côté des jeunes filles en M'laya (tenue traditionnelle).

Comme en ce mardi historique du 8 mai 1945, la marche commémorative s'est ébranlée à 16h00 d'El Karmat, sur les hauteurs de la ville de Guelma, empruntant la rue Announa puis les avenues Ibn Badis, Abdelkrim et «8 mai 1945».

La marche à laquelle ont participé les autorités locales, s'est arrêtée à l'endroit où est tombé le premier martyr le jeune Abdallah Boumaâza dit Hamed, lorsque la police française, sous la direction du sous-préfet André Achiahy, a ouvert le feu sur les manifestants.

Durant la matinée, les autorités locales, des moudjahidine et de nombreux citoyens se sont rendus au cimetière des chouchada pour se recueillir à la mémoire des martyrs avant de se rendre aux stèles commémorant ces massacres dans les communes de Boumahra Ahmed, Belkheir, Héliopolis et Guelma.

Baptisation de nombre d'établissements de l'ANP de noms de chouchada de la Révolution

Plusieurs établissements de l'Armée nationale populaire (ANP) de la I, II, IV et VI régions militaires (RM) ont été baptisés, mercredi, des noms de chouchada de la Révolution de libération, à l'occasion de la commémoration du 74ème anniversaire des massacres du 8 mai 1945, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Le Commandant de la Gendarmerie nationale, le Général Ghali Belkecir a présidé la cérémonie de baptisation de l'Etablissement central de soutien au matériel de la GN d'El-Harrach du nom de Chahid Chetouh Abderrahmane, en présence d'officiers, de cadres du Commandement de la GN et de la famille du Chahid, qui a été honorée à cette occasion, précise le communiqué. Ainsi, le nom du chahid Sidi Yakhlef Mohamed a été donné au Bataillon 91 de la police militaire relevant de la RM I, lors d'une cérémonie pré-



sidée par le général-major Ali Sidane, chef de cette Région en présence d'officiers et de cadres, de moudjahidine, de compagnons d'armes et de la famille du Chahid, à qui ont été remis des cadeaux symboliques.

Pour sa part, le Centre du service national de Ouargla (RM IV) a été baptisé du nom du chahid Ghebaichi Bachir lors d'une cérémonie présidée par le général-major Alaimia Hassen, chef

de la région, en présence d'officiers et cadres de la région et des autorités locales de la wilaya de Ouargla, en sus d'un nombre de moudjahidine et compagnons d'arme du chahid.

La famille de Ghebaichi Bachir a également été honorée lors de cette cérémonie.

Lors d'une cérémonie présidée par le chef du deuxième Commandement régional de la GN à Oran, le colonel Triki Mo-

hamed, le Groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Mascara (RM II) a été baptisée du nom du chahid Habouche Abdelkader. A la fin de la cérémonie, un hommage a été rendu à la famille Habouche, en présence de nombre d'officiers, de cadres, d'autorités de wilayas et de moudjahidine.

Dans la VI région militaire, et conformément à la décision du Haut commandement de l'ANP, le Groupement régional des travaux d'infrastructures a été baptisé du nom du chahid Ahmed Hachemi, et l'Etablissement de maintenance et de rénovation du matériel du nom de Nouari Miloud, lors de deux cérémonies présidées par le général-major Adjroud Mohamed, chef de région, en présence de cadres, de moudjahidine et de compagnons d'armes des deux chahids. Un hommage a été rendu, à cette occasion, aux familles des chahids.

Appel à une nouvelle approche dans le traitement des massacres du 8 mai 1945

Le professeur universitaire spécialiste en droit international, Zidane Salah Eddine a plaidé, mercredi à Alger, pour «une nouvelle approche» dans le traitement des massacres du 8 mai 1945 perpétrés par la France coloniale à l'égard des Algériens. «Il est impératif de sortir du cercle vicieux et de trouver une nouvelle approche dans le traitement des massacres du 8 mai 1945 afin de pouvoir rendre justice aux victimes de ces actes, qui constituent selon la classification internationale, «des crimes contre l'humanité», a précisé M. Salah Eddine dans une communication à l'Assemblée populaire nationale (APN) à l'occasion de la commémoration du 74ème anniversaire des massacres du 8 mai 1945. Déplorant le fait que des actions en justes n'aient pas été intentées contre les institutions françaises responsables de ce génocide, il a mis en avant «l'impératif de passer à un autre niveau, celui de la reconnaissance et des excuses

des auteurs de ce crime pour aller ensuite à l'indemnisation des victimes». Au plan juridique, tous les mécanismes sont là pour que ces crimes soient classés, au vu du droit international, «crimes contre l'humanité», a expliqué le professeur universitaire précisant que c'est là le plus haut niveau de classement qui fait que ces crimes restent imprescriptibles. Pour sa part, le directeur des Archives nationales, Abdelmadjid Chikhi a évoqué la conjoncture précédant les massacres du 8 mai 1945, rappelant que les Algériens n'avaient pas manifesté pour célébrer la fin de la deuxième guerre mondiale, sinon pour réclamer l'indépendance. La sortie des Algériens ce jour-là était «le fruit de leur maturité et de leur conscience que la France n'allait pas tenir sa promesse d'offrir à l'Algérie l'indépendance à la fin de la 2e Guerre mondiale et la victoire des alliés sur le nazisme, a-t-il affirmé.

BECHAR: Coup d'envoi de la 2^e édition de la manifestation «Souvenons-nous des amis artistes»

Les représentations de la deuxième édition de la manifestation culturelle et artistique «Souvenons-nous des amis artistes» ont débuté jeudi dans la soirée à la salle de plein air de la cinémathèque nationale de Bechar sous le signe «Tous pour un art de qualité».



Une centaine d'artiste du cru animent cette manifestation, dont le coup d'envoi a été donné par le nouvel orchestre de musique classique de Bechar, conduit par le musicien Amar Amroun, compositeur et auteur de plusieurs musiques de films et documentaires de télévision.

Le passage sur scène de cette formation n'a pas laissé indifférent le public présent à cette première soirée, qui a apprécié plusieurs morceaux de musiques classique algérienne et autres, présentés par cette formation musicale composée d'une dizaine de musiciens de la région. Initiée par l'association culturelle et artistique «Saharienne», cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 30 mai courant, est «une contribution bénévole du mouvement associatif local pour le développement et la promotion des arts et des traditions culturelles et musicales de la Saoura durant le mois de Ramadhan, a indiqué à l'APS le président de «Saharienne», Noureddine Rahou.

«Avec l'aide et la contribution de la

cinémathèque nationale, nous avons organisé avec nos moyens financiers et logistiques cette manifestation, qui vient comme preuve que la société civile peut se prendre en charge et apporter sa part de contribution au développement culturel de la région», a-t-il souligné.

Cette deuxième édition de «Souvenons-nous des amis artistes», est un espace propice à la promotion des cultures et musiques traditionnelles et populaires de la Saoura, et ce à travers la programmation de plusieurs spectacles de troupes et formations musicales, de danses et chorégraphies traditionnelles de la région, signale M. Rahou. La scène artistique de cette manifestation, dont les représentations sont prévues dès la fin des prières de «Tarawih» verra le passage des formations artistiques invitées, notamment celles de musique et danse Diwane, Hadra, Medh et Aissawa. Cette dernière sera conduite par le cheikh Baba Zegmir, l'un des maîtres de cette voie soufie dans le pays. La troupe de féminine de Medh

de la région frontalière de Béni-Ounif est également au programme de cette manifestation, dans le but de mettre en exergue le rôle des femmes dans la préservation et la promotion du chant religieux local, qui fait partie intégrante du patrimoine culturel et religieux de la Saoura, selon le responsable de l'association «Saharienne».

Cette troupe formée depuis deux années à l'initiative de l'association culturelle «Rahik», fait revivre toute une tradition de Medh et autres chants religieux féminin et dont les textes chantés sont puisés dans les poèmes des différents poètes et chouchoukh de la Saoura, soit un patrimoine poétique de plusieurs siècles, selon Melle Ikram Ayachi, représentante de cette troupe.

Des expositions de travaux artistiques (peinture, tableaux de sable, couture traditionnelle, d'artisanat et autres travaux artistiques) sont aussi au menu de cette manifestation, soutenue par des bienfaiteurs locaux.

SOIRÉES RAMADANESQUES
"NUITS D'ALGER":

Le patrimoine culturel des wilayas du Sud à l'honneur



Une première soirée ramadanesque de la manifestation "Nuits d'Alger" a été organisée jeudi au palais de la Culture Moufidi Zakaria (Alger), marquée par une exposition exceptionnelle du patrimoine culturel et touristique des wilayas sud du pays. Au début de la soirée, une table d'El Iftar traditionnelle avec différents plats spéciaux au sud algérien a été organisée à cette occasion avant que les participants ne sillonnent les différentes expositions sur les objets traditionnels et les sites historiques et archéologiques ainsi qu'une autre exposition sur le patrimoine culturel immatériel du continent africain.

Entre autres les participants à cet événement figure la présidente de l'association culturelle "Ithiket" de l'artisanat à Tammanrasset, Tati Fatma qui a décoré le palais de la culture avec une tente targuie traditionnelle, reflétant ainsi la richesse et la diversité de l'art local. Saluant cette manifestation, Mme Tati l'a qualifié "d'occasion importante pour l'échange culturel inter-wilayas".

Cette soirée a été marquée également par la participation d'autres artisans à l'image de Mohamedi Ahmed (commune Messaad - Djelfa), spécialiste en burnous en poils et kachabia ainsi que Daghamane

Dalila (Ouargla) spécialisée en broderie et habit traditionnel de Touggourt. Organisée par le ministère de la Culture en collaboration avec le ministère du Tourisme dans le cadre de la célébration des soirées ramadanesques et le mois du patrimoine, cette manifestation a vu la présence des ministres de la Culture, Meriem Merdaci, du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Messaoud, des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum et de la Communication et Porte-parole du Gouvernement, Hassan Rabbhi.

A cet occasion, la ministre de la Culture a estimé que cette manifestation se veut "un renforcement et une valorisation de l'image de l'Algérie aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur" en "faisant connaître la richesse des constantes culturelles, touristique et patrimoniale de toute l'Algérie".

Pour sa part, le ministre du Tourisme a indiqué que "les Nuits d'Alger" vise à concrétiser l'image de l'Algérie avec "son patrimoine culturel diversifié et ses appartenances à la méditerranée, au sahara et autres". Trois autres soirées sont attendues également les jeudis prochains de ce mois de ramadan, lesquelles seront consacrées respectivement à l'ouest, au centre et à l'est du pays.

THÉÂTRE D'ORAN : De nouvelles comédies à l'affiche

De nouvelles comédies figurent au programme d'animation élaboré pour le mois de ramadhan par la direction du Théâtre régional d'Oran (TRO), dont le coup d'envoi a été donné mercredi soir.

Il s'agit de productions des associations «Sada Chabab» (Oran), «Sabil el jouid» (Oran) et «Les Amis du théâtre» (Chlef) qui proposent leurs

nouveaux spectacles intitulés respectivement «El blassa», «El khich ouel khiyacha» et «Galoufa», a précisé le directeur du TRO, Mourad Senouci.

Le TRO prévoit, en outre, deux spectacles inscrits au titre d'une tournée nationale, à savoir «Ya lil» du Théâtre régional de Constantine (TRC) et la pièce en tamazight «Tidak N Nna Fa» du Haut-commissariat à l'amazighité (HCA).

Mercredi soir c'est «Ed-douakha» qui était à l'affiche, une pièce proposée par l'association locale «Chougrani», dont le titre est inspiré du surnom du personnage principal, une femme rusée et assoiffée de pouvoir.

D'autres troupes locales sont associées à l'animation, à l'instar de celle des «Drôles Madaïres» qui a pour vocation majeure le théâtre d'impro-

visation. Au plan musical, une variété de genres du répertoire national est au menu des soirées, avec des concerts proposés par les associations «Art Actif», «Chabab Bahia» et «Holm Echabab».

La danse est également au menu à la faveur de la participation de l'Institut culturel italien d'Alger avec un spectacle de chorégraphie prévu le 23 mai.

TINDOUF : Les stades de proximité pris d'assaut durant les soirées de Ramadhan

Les stades de proximité de Tindouf attirent la foule durant les soirées de Ramadhan, à travers les tournois de football organisés par le secteur de la Jeunesse et des Sports, en coordination avec la ligue de wilaya du sport pour tous et de proximité. Neuf tournois de football sont organisés au niveau de sept (7) stades de proximité revêtus de gazon synthétique, impliquant une trentaine d'équipes de diffé-

rentes catégories d'âge, selon le directeur des complexes de proximité, Emir Slimani. Dès la fin des Tarawih (prières surrogatoires), ces stades sont pris d'assaut aussi par des groupes de supporters venus apprécier le spectacle footballistique et meubler leur soirée, surtout qu'une hausse des températures est enregistrée ces jours-ci dans la région. Des prix d'encouragement sont prévus pour récompenser les vain-

queurs de ces tournois qu'organise durant le Ramadhan l'Office des complexes de proximité et qui visent, en plus de l'animation des soirées de Ramadhan, la prospection de jeunes joueurs talentueux. S'agissant des tournois organisés par la ligue de wilaya de sport pour tous et de proximité, ils concernent la catégorie des vétérans et sont marqués par une forte rivalité et une ambiance très conviviale.

EL TARF : Lancement dimanche prochain de la 1^{ère} édition des journées nationales de l'inchad et du madih

Le public d'El Taref est convié à apprécier des chants religieux et Madih avec la tenue, à partir de dimanche prochain, de la première édition des journées nationales de l'inchad, a indiqué jeudi le directeur local de la culture. Organisées au niveau du théâtre de plein air du chef-lieu de la wilaya, ce premier rendez-

vous avec l'inchad et le Madih sera inauguré, a détaillé Adel Safi, par l'association Habib Errahmane de l'inchad de Guelma et le mouchid Abdeljalil Akhrouf de Constantine. La deuxième soirée sera animée, a-t-il ajouté, par la troupe Aissaoui Dendania d'El Taref, fort appréciée par les habitants de cette wilaya frontalière

pour la diversité de son répertoire et l'ambiance qu'elle crée. Le reste des soirées seront animées successivement par les associations Assil de Souk Ahras, Ichraq Bouna d'Annaba et l'association Errachad d'Annaba, a affirmé la même source, signalant que des sketches seront également au menu de ces journées, au grand plaisir des

amoureux du rire et de l'humour.

Par ailleurs, des rencontres-débat et des concours autour de thèmes religieux seront proposés chaque samedi à partir de 10 heures au public désirant enrichir ses connaissances dans ce domaine, a-t-on souligné.

APS



Programme de la soirée

TF1 20:00

The Voice, la plus belle voix



L'étape des battles se poursuit avec de nouveaux candidats qui montent sur scène dans l'espoir d'accéder aux grands shows en direct. Les talents de Julien Clerc, Soprano, Jenifer et de Mika s'affrontent en duel sur une même chanson, avec pour objectif de convaincre leur coach de les qualifier. Mais cette année - pour la première fois -, celui-ci n'est pas obligé de choisir : il peut tout aussi bien décider de laisser les deux adversaires poursuivre la compétition ou les éliminer. Il doit simplement respecter une règle : ne garder que quatre chanteurs dans son équipe.

France 2 22:40

On n'est pas couché



Laurent Ruquier accueille sur le plateau Hella Kherief, qui publie «Le Scandale des EHPAD», en collaboration avec France Carp, aux éditions Hugo. Guillaume Meurice, Charline Vanhoenacker et Cami publient quant à eux «Cahier de vacances de monsieur le président de la République», chez Flammarion. La chef Hélène Darroze publie «Jôia», au Cherche Midi. La pianiste Khatia Buniatishvili présente son album «Schubert». Enfin Jean-Luc Choplin, directeur général du Théâtre Marigny, évoque «Guys and Dolls» une fable musicale sur Broadway. Avec Ria Jones, Clare Halse et Matthew Goodgame.

France 3 20:05

Mongeville

Réalisateur : Marwen Abdallah
Avec : Francis Perrin, Gaëlle Bona

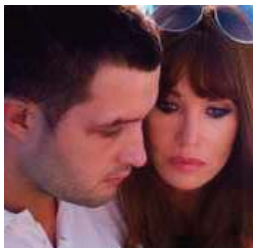


Valéry Prat annonce son suicide à la une du quotidien «Grand Ouest», dont il est le rédacteur en chef. Puis, il se jette du sixième étage de son bureau. Mais le juge Mongeville et la capitaine Duteil pensent qu'il s'agit d'une sordide mise en scène dissimulant... un meurtre. Ambitieux et imaginatif, Valéry Prat ne s'était pas fait que des amis sur les chemins de la réussite. Collaborateurs rancuniers, partenaires dupés, victimes collatérales de ses choix éditoriaux... certains avaient une bonne raison de se débarrasser d'un journaliste trop encombrant avant qu'il ne rejoigne Paris pour fonder son propre magazine.

CANAL+ 20:05

Le monde est à toi

Réalisateur : Romain Gavras
Avec : Karim Leklou, Isabelle Adjani



En pleine nuit, Poutine, un petit voyou, et ses deux complices, entrent par effraction dans un chenil pour récupérer le chien du gangster. Un peu plus tard, Farès, qui deale régulièrement pour Poutine, décide de passer aux affaires sérieuses. Le jeune homme, qui vit toujours avec Danny, son envahissante mère à la tête d'un gang de voleuses, veut en effet devenir distributeur officiel des barres glacées Mr Freeze au Maghreb. Seulement, il a besoin d'une importante somme d'argent pour se lancer.

6 20:00

MacGyver

Réalisateur : Stephen Herek
Avec : Lucas Till, Levy Tran



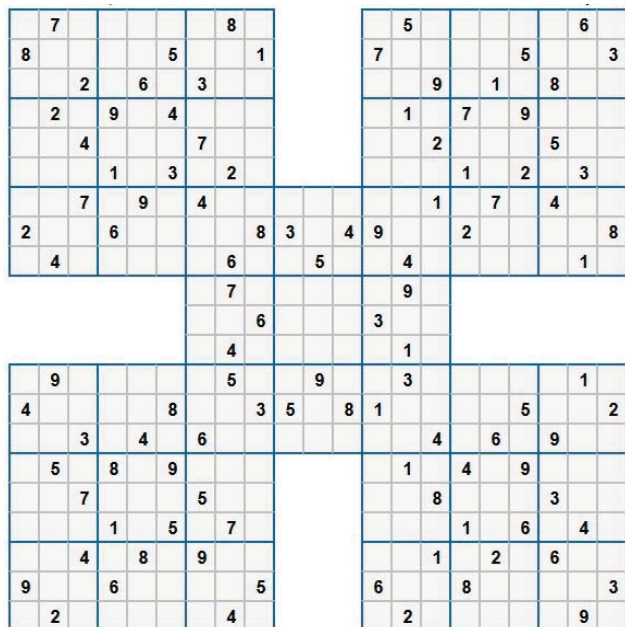
La fondation Phoenix recherche le corps d'un pilote dont l'avion s'est écrasé en testant un système de cartographie laser, développé par MacGyver. De son côté, Riley tente d'identifier le pirate informatique qui a piégé une équipe du SWAT.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2164

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



"Toujours à nouveaux maux naissent nouvelles peines."

Mathurin Régnier

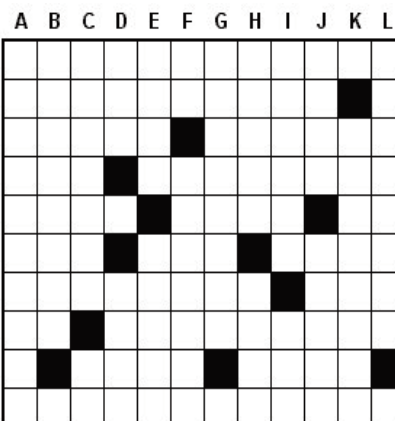
Mots croisés n°2164

Horizontalement :

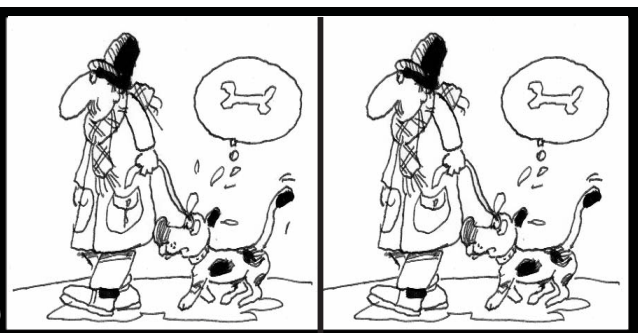
- Scène permanente et souvent futile
- Avec elle vous ne paraîtrez plus froissé
- Fait la peau lisse - Ambitionnera
- Fer frappant le fer - Dispositif qui empêche la fertilité
- C'est pareil - Bout de bois - Il vaut bien le titane en équitation
- Cours de la Vallée des Rois - Aber - Dites oui et vous le serez
- Ressassé maintes fois - Elle est visible de loin dans le kiosque
- Pointe de rose - Trais parfois trop loin
- Tête d'affiche - Bisque
- Préparaient la générale

Verticalement :

- Abrutir
- Grave danger pour le foie
- Relatif à des ouvrières très spécialisées - Ancien secteur postal
- Différent - Bruit de mauvais moteur
- Divins protecteurs dans le Nord - Grand col
- Voisine de Dijon - Couverture
- Gonfler
- Se manifester dans le noir - Exécuteur
- Il a une fusée à chaque bout - Musique populaire africaine
- Pas du tout imaginaire - Petite quantité de lait
- Qui concerne la tunique interne de l'oeil
- Mets les moyens de production aux mains de la collectivité



Terreurs



Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°864

ouverts à peine région d' Espagne	↓	plateau à cases parfois ronfleur	↓	mesura avec soin belle initiale	↓	être specta- teur	↓	tromper	↓	lame de charrue	↓	sorties du charme service postal	↓
↓		↓		↓				aussi	↓	trou pour la poutre converti au Coran	→	↓	
volumes	→					rioureux	→						
inflam- mations	↓					pièce de 5 francs	↓					forme de ferrure brumes anglaises	→
↓												↓	
envoi des ondes insensé	→					très courants	→						↓
↓						partisan	↓					↓	saison des touristes
↓									échelles à pois éparpil- lera	→			↓
article contracté appareil sonore	→			opinions	→				↓	cyclo pé- taradant	→		
↓				dressera	↓					↓	toxiques		
↓						écrire	→						
						posses- sif	↓						
titre de monnaie		tissu de fauteuils flottants au vent	→					snack du sous-off	→				oncle d' Amérique
↓		↓				marqué d' éphélides	→		↓			réfléchi impéra- trice romaine	→
coin	→					calmera	↓					↓	↓
								partie d' hectare douze mois	→			incorrec- tement	→
lessivée	↓											↓	
↓						excommu- nication bouche- rie	→					conspua	
						↓							
allait très bien	→	enjolivent	→							obtenus	→		
↓		blé dur	↓							danse slave	↓		enceinte sablée
								broyas	→				↓
								nation a- méricaine	↓				
pascal réduit	→			erronée	→							symbole du recul amour de Zeus	→
aimables	↓			richesse	↓								genre de mouette
↓													↓
								retraites	→				
								atome chargé	↓				
foyer	→					allure générale	→			frotté d'huile héros d'éponée	→		
jaillira	↓					strident	↓			↓		venue au monde puissant explosif	→
↓								poème	→				
								volonté	↓				
		à peine rôtie	→										rayons bron- zants
dextérité	↓	à la mode	↓									↓	↓
↓						bien petit grade	→		piécette nipponne	→		début de série	→
↓													
rauque	→								bain de capeur	→			

Solution

Sudoku n°2164

3	7	1	4	2	9	6	8	5
8	9	6	7	3	5	2	4	1
4	5	2	8	6	1	3	7	9
7	2	3	9	8	4	1	5	6
1	8	4	2	5	6	7	9	3
9	6	5	1	7	3	8	2	4
6	1	7	5	9	8	4	3	2
2	3	9	6	4	7	5	1	8
5	4	8	3	1	2	9	6	7
2	7	5	6	1	3	4	9	8
1	8	6	4	7	9	3	2	5
3	4	9	2	8	5	6	1	7
7	9	2	3	6	1	8	5	4
4	6	1	9	5	8	7	2	3
5	8	3	2	4	7	6	9	1
3	5	6	8	7	9	4	1	2
2	1	7	4	3	6	5	9	8
8	4	9	1	2	5	3	7	6
1	3	4	5	8	2	9	6	7
9	7	8	6	1	4	2	3	5
6	2	5	7	9	3	1	4	8

Mots Croisés n°2164

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	C	H	A	M	A	I	L	L	E	R	I	E
2	R	E	P	A	S	S	E	U	S	E	T	
3	E	P	I	L	E							R
4	T	A	C		S	T	E	R	I	L	E	T
5	I	T	O	U		O	R	E	E		T	I
6	N	I	L			R	I	A		U	N	I
7	I	T	E	R	A	T	I	F		U	N	E
8	S	E			A	B	U	S	E	R	A	I
9	E			S	T	A	R			R	A	G
10	R	E	P	E	T	E	R	A	I	E	N	T

Grille géante n°864

•	E	•	D	•	D	•	A	•	B	•	S	•	D
A	N	D	A	L	O	U	S	I	T	E	S	P	E
T	O	M	E	S	A	T	S	T	O	N	E	N	S
I	R	E	M	E	T	A	N	T	E	L	A	M	O
A	B	A	U	R	E	N	E	D	E	S	R	E	S
S	I	R	E	N	E	P	A	V	E	M	E	L	E
A	L	O	A	N	E	T	A	V	E	R	A	T	E
V	I	D	E	N	E	N	E	N	E	N	E	N	E
S	E	Y	A	I	T	A	U	S	A	S	A	S	•
G	A	T	E	R	E	A	I	O	R	D	E	N	E
F	U	S	A	I	G	R	E	N	E	N	E	N	E
B	R	I	O	U	E	•	E	•	E	•	U	•	

CHAMPIONNAT DU MONDE SCOLAIRE D'ATHLÉTISME "JEAN-HUMBERT":

L'Algérie présente avec 24 athlètes au rendez-vous de Split

Vingt-quatre (24) athlètes dont douze (12) filles représenteront l'Algérie au Championnat du monde scolaire d'athlétisme "Jean-Humbert", prévu à Split (Croatie), du 14 au 16 mai à l'APS, auprès de la Fédération algérienne de sport scolaire (FASS).

L'équipe algérienne participera dans toutes les spécialités à savoir: 100m, 200m, 400m, 110m haies (garçons), 100m haies (filles), 300m haies (garçons et filles), 800m, 1500m, 3000m, saut en longueur, saut en hauteur, triple saut, lancer du javelot et lancer de poids. Cette échéance sera disputée en deux épreuves (sélections nationales et entre écoles).

L'Algérie ambitionne de se classer entre la 10 et la 12e position au classement par sélections et la 18e position dans les épreuves réservées aux écoles, selon le président de l'instance fédérale, Abdelhafid Izem. La délégation algérienne qui reliera la ville croate, dimanche 12 mai, avec une escale à Frankfurt (Allemagne), sera conduite par Izem en compagnie du directeur technique chargé des sports individuels, Rachid Hafsoui et trois entraîneurs.

Il s'agit de Yahia Souissi (Biskra), Kouadri Noureddine (Ain Defla) et Farhet Azem (Tizi-Ouzou). Les athlètes algériens sélectionnés, avaient composé leur billet pour Split lors de la Coupe nationale d'athlétisme, disputée du 2 au 5 avril dernier à Bejaia. Plus de 900 athlètes issus de 40 pays prendront part à ce rendez-vous mondial.

TENNIS / TOURNOI INTERNATIONAL ITF JUNIORS DE PRATO: L'Algérien Rihane dans le dernier carré

L'Algérien Youcef Rihane, s'est qualifié pour les demi-finales du tournoi international ITF juniors de Prato (Italie), grade 2, après sa victoire jeudi, contre l'Ukrainien Oleksandr Ovcharenko en deux sets (2-0).

Face à un adversaire coriace, Rihane a remporté le premier set difficilement 7-5. Au second set, le jeune joueur algérien était mené au score 0-4, mais grâce à son abnégation et son talent, il bloque le compte de son adversaire et remonte à 4-4, avant de s'imposer 6-4.

En demi-finale, programmée vendredi, Rihane, tête de série N 1, affrontera le vainqueur du match opposant l'Italien Giorgio Tabbaco à l'Australien Tristan Schoolkate, tête de série N 5. Pour rappel, Rihane est engagé dans le tableau final du prestigieux tournoi de Roland Garros Juniors 2019, prévu du 2 au 8 juin 2019, selon la première liste des admis, publiée mardi soir par les organisateurs sur le site de la Fédération internationale de tennis (ITF). L'Algérien, vice-champion d'Afrique, avait réussi la semaine dernière, à faire un bond exceptionnel au ranking mondial, passant à la 51e position après sa médaille d'argent arrachée à Marrakech (Maroc), lors du Championnat d'Afrique de la catégorie et ses sacres aux tournois internationaux ITF Juniors de Cap-d'Ail (France) et ITF Juniors de Tlemcen, disputés le mois d'avril dernier. Ces résultats lui ont permis également d'occuper la tête du classement continental.

APS

BÉJAÏA : Sensibiliser et renforcer les infrastructures pour booster le sport féminin

La wilaya de Béjaïa occupe la première place sur le territoire national, après la wilaya d'Alger, en matière de pratique sportive féminine, laquelle est appelée à se renforcer davantage et à s'élargir aux villages de cette wilaya, a indiqué jeudi le ministre de la Jeunesse et des Sports, Raouf Salim Bernaoui.

Répondant à une question de la députée Saida Azzoug au sujet des mesures prises par son département ministériel, pour faire face au problème de la défection de la gent féminine par rapport à la pratique sportive dans la wilaya de Béjaïa, le ministre a fait savoir que cette wilaya se trouve «en pôle-position, après Alger, aussi bien en matière de pratique sportive féminine que sur le plan des performances réalisées par l'élite sportive féminine sur le plan international».

Le ministère de la Jeunesse et des Sports s'emploie actuellement, selon Raouf Bernaoui, à élaborer des programmes de sensibilisation et à mettre en place des infrastructures sportives en vue d'encourager la gent féminine à pratiquer le sport aussi bien au niveau des villes qu'au niveau des villages et contrées isolées.

Le ministre a souligné dans ce contexte que «plus de 696 éducatrices sportives ont achevé leur formation en vue de donner une impulsion au sport féminin et augmenter le nombre des pratiquantes». Rappelant que lors des der-



nières années, l'Algérie a vu l'éclosion de jeunes athlètes féminines ayant hisser haut les couleurs nationales, le ministre a indiqué que le développement du sport féminin représente un axe important dans la politique nationale.

Raouf Bernaoui a en outre signalé que les programmes

établis par le ministère revêtent une hausse du nombre d'athlètes femmes au sein des sélections nationales, atteignant 14.000 athlètes.

Selon les statistiques, plus de 1.000 cadres techniques et entraîneurs-femmes dans toutes les catégories, participent au développement de la

pratique sportive féminine. La séance plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN) présidée par Moad Bouchareb et consacrée aux questions orales adressées à plusieurs membres du Gouvernement, a été marquée par un large boycott de la part des députés.

TENNIS / DAIKIN CUP SERIES (TABLEAU FINAL):

L'Algérienne Ibbou qualifiée pour les quarts de finale

La joueuse de tennis algérienne Inès Ibbou, a composé jeudi, son billet pour les quarts de finale du tournoi international féminin «Daikin Cup Series», qui se déroule du 6 au 12 mai 2019 à Antalya (Turquie), après sa victoire en deux sets contre la Russe Ekaterina Kazionova.

L'Algérienne a remporté le premier set 6-3 devant la russe, tête de série N

3, avant de dominer le second 6-0. En quart de finale, prévu vendredi, Ibbou défiera la gagnante du match entre l'Allemande Sabrina Rittberger et la Chinoise, Ying Zhang. Il s'agit du quatrième tournoi consécutif à Antalya pour l'ex-championne d'Afrique «juniors», qui effectue son retour à la compétition après plusieurs semaines d'absence, dues à une blessure.

Les trois précédents tournois d'Ibbou s'étaient déroulés du 15 au 21 avril, puis du 22 au 28 du même mois, et enfin du 29 avril au 5 mai, toujours sur les courts en terre battue du Starlight Resort. D'un prize-money de 15.000 USD, ce nouveau tournoi professionnel a drainé la participation de certaines joueuses relativement bien positionnées au classement mondial de la WTA.

JEUX AFRICAINS-2019 :

Les sélections algériennes (juniors et seniors) en stage à Soudania

Les sélections algériennes de lutte juniors et seniors (garçons et filles) effectueront à partir de dimanche un stage au Centre de regroupement et de préparation des équipes nationales de Soudania (Alger), en prévision des Jeux africains-2019 au Maroc, a appris l'APS de

la Fédération algérienne des luttes associées (FALA).

Le staff technique national, composé des entraîneurs, le Roumain Rusu Cornel Dimitru, et les Algériens Bendjada Maazouz et Aoun Fayçal, a fait appel à 31 athlètes dont neuf juniors pour prendre part à ce stage

qui se poursuivra jusqu'au 22 mai.

C'est le troisième stage des sélections algériennes juniors et seniors après avoir participé aux championnats d'Afrique dernier à Hammamet en Tunisie (26-31 mars) et les championnats méditerranéens à Tunis (2-5 mai).

Les sélections algériennes de différentes catégories poursuivent le programme de préparation établi par la direction technique nationale en prévision des Jeux africains 2019 au Maroc et les championnats du monde des deux catégories.

GRAND CHESS TOUR 2019:

Les dix meilleurs Maîtres planétaires présents à Abidjan

Les dix meilleurs Maîtres planétaires des jeux d'échecs sont présents à Abidjan (Côte d'Ivoire) pour prendre part au Grand Chess Tour, le plus grand et prestigieux tournoi mondial de la discipline, ouvert mercredi. Ce traditionnel tournoi qui regroupe les sommités mondiales échiquéennes est organisé pour la première fois sur le continent africain.

Sont ainsi présents le Bulgare Veselin Topalov, ex-champion du monde en

2005 et actuel N.2 mondial, l'Américain Nakamiura Hikaru, vainqueur de l'édition 2018, le Chinois Wei Yi, champion du monde en titre, l'Égyptien Amin Bassem, champion d'Afrique en titre, le Chinois Ding Liren, médaillé olympique et 3e mondial, les Russes Nepomniachtchi Ian et Karajan Sergey ainsi que le Français Vachier-Lagrave Maxime.

Selon le président de la Fédération ivoirienne des échecs (FIDEC), Essis

Esmel Claude Mathieu, «le tournoi est l'événement le plus important réunissant les meilleurs joueurs du monde classés au plus haut niveau jamais organisé en Afrique».

Par conséquent, toutes les parties jouées seront retransmises en direct». Le Grand Chess Tour 2019, qui se poursuivra jusqu'à dimanche, comprend le tournoi individuel de parties rapides (mercredi, jeudi et vendredi) et le Blitz (éclair), samedi et dimanche.

LIGUE 1 (27E JOURNÉE) : Chocs entre mal-classés et duels à distance entre prétendants au titre

La 27e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévue samedi en nocturne, propose des affiches prometteuses, avec notamment des chocs entre clubs mal-classés, alors que le leader USM Alger accueillera le relégable Olympique Médéa (14e) qui n'aura pas droit à l'erreur.



A quatre journées du titre de champion s'annonce intense entre le trio de tête : USM Alger (46 pts), Paradou AC (45 pts) et JS Kabylie (43 pts).

Alors que l'USMA tentera, après cinq matchs d'affilée sans succès, de renouer avec la victoire face à l'OM, son dauphin Paradou effectuera un périlleux déplacement à Béjaïa où il devra affronter l'avant-dernier, le MOB qui voudra à tout prix récolter les trois points de la victoire pour essayer d'éviter la purge.

La JSK, quant à elle, rendra visite au CS Constantine (7e) qu'elle affrontera dans un match à huis clos.

Chacune de ces trois équipes de tête essaiera de mettre à profit cette 27e journée pour conforter ses chances dans la course au sacre final, alors que tout faux-pas ou mauvais résultat serait lourd de conséquence pour chacune d'elles.

La 27e journée s'annonce particulièrement décisive pour les équipes mal-classées luttant pour le maintien en Ligue 1.

Pas moins de huit équipes sont directement menacées par la relégation : CR Belouizdad et CA Bordj Bou Arreridj (9es, 33 pts), AS Aïn-M'lila (11e, 30 pts),

DRB Tadjenanet (12e, 29 pts), MC Oran et O.

Médéa (13es, 28 pts) ainsi que les deux derniers MO Béjaïa et USM Bel-Abbès (15es, 26 pts).

Plusieurs matchs mettront aux prises des mal-classés entre eux, à l'image de la formation de Sidi Bel-Abbès, qui reste sur deux succès de rang et qui accueillera l'AS Aïn M'lila, ou encore du DRB Tadjenanet qui recevra le MC Oran dans une confrontation prometteuse.

Le CR Belouizdad, auteur de résultats positifs durant la phase retour dont le dernier succès (2-1) lundi en match en retard face au CS Constantine, aura à cœur de rester sur cette dynamique lors de son déplacement chez le CA Bordj Bou Arreridj.

Le MC Alger (4e, 39 pts) et l'ES Sétif (5e, 38 pts) qui visaient jusque-là la 3e place du podium en vue de disputer la saison prochaine une compétition internationale, n'auront pas la tâche facile samedi, en se déplaçant respectivement chez la JS Saoura (6e, 37 pts) et le NA Hussein-Dey (8e, 35 pts).

Les rencontres de cette 27e journée ont été programmées en nocturne (22h30), à l'exception du match NAHD - ESS fixé à 16h00, faute d'éclairage au stade 20-Août-1955 d'Alger.

Le programme

Samedi :

NA Hussein-Dey - ES Sétif (16h00)
USM Alger - O Médéa (22h30)
CS Constantine - JS Kabylie (22h30, Huis clos)
DRB Tadjenanet - MC Oran (22h30)
CA Bordj Bou Arreridj - CR Belouizdad (22h30)
JS Saoura - MC Alger (22h30)
MO Béjaïa - Paradou AC (22h30)
USM Bel-Abbès - AS Aïn M'lila (22h30)

Classement

	Pts	J
1). USM Alger	46	26
2). Paradou AC	45	26
3). JS Kabylie	43	26
4). MC Alger	39	26
5). ES Sétif	38	26
6). JS Saoura	37	26
7). CS Constantine	36	26
8). NA Hussein-Dey	35	26
9). CABB Arreridj	33	26
→). CR Belouizdad	33	26
11). AS Aïn-M'lil	30	26
12). DRB Tadjenanet	29	26
13). MC Ora	28	26
→). O. Médé	28	26
15). MO Béjaï	26	26
→). USM Bel-Abbès	26	2

NB : ce classement prend en considération la victoire de l'AS Aïn-M'lila face au CR Belouizdad sur tapis vert (3-0) et la défalcation de 3 points à ce dernier.

Reléguée en Régionale 1, l'USM Oran risque la disparition

L'USM Oran, qui a bouclé en mars dernier ses 93 ans d'existence, poursuit sa chute libre après avoir échoué à se maintenir en Inter-régions tout en s'exposant désormais à la disparition.

Un triste sort pour le plus ancien club de la région Ouest du pays qui se meurt dans un silence total, ne suscitant ni inquiétude ni souci de la part des sportifs et responsables.

Abandonnée encore par ses dirigeants tout au long de cette saison, l'USMO ne pouvait éviter la descente après avoir terminé 15e et avant-dernière au classement de son groupe.

Cette équipe sera ainsi contrainte de jouer lors de l'exercice prochain dans un palier encore bas, à savoir la Régionale 1.

En fait, les «Noir et Blanc» ont évolué pendant toute la saison sans la moindre considération sachant que, d'après l'entraîneur Lotfi Boublenza, les joueurs ont défendu les couleurs du club sans le moindre équipement jusqu'à la 25e journée.

Selon le même coach aussi, il a fallu également attendre les dernières journées, soit après que le sort de l'équipe a été scellé, pour que la commune d'Oran déblocage enfin sa «dérisoire» subvention qui n'a finalement servi à rien.

De l'avis des observateurs dans la capitale de l'Ouest, au train où vont les choses, il y a tout simplement risque de disparition de cet autre monument du football algérien, d'autant que le club voit également ses supporters, les plus anciens de la région, disparaître l'un après l'autre, alors que sa situation, qui se dégrade d'année en année, ne plaide pas pour faire rallier à sa cause des fans de la nouvelle génération oranaise.

Un constant accablant pour le Doyen des clubs oranais.

À l'USMO, l'on impute la responsabilité de cette situation aux dirigeants qui ont complètement délaissé l'équipe ces dernières années, en s'intéressant uniquement à leurs affaires personnelles, alors que les concernés, eux, pointent du doigt les autorités locales qui se contentent d'aider le club par des «miettes».

Un «géant» aux pieds d'argile

Les dirigeants disent que leurs appels de détresse lancés fréquemment n'ont jamais été entendus, au grand dam du peu d'amoureux de cette prestigieuse formation qui continuent à lui témoigner fidélité.

A Oran, l'on est unanimes à dire que ce monument du sport-roi dans le pays et dans la capitale de l'Ouest en particulier, est en train de connaître le même scénario vécu par d'autres légendaires formations algériennes, à l'image de l'ES Guelma, pour ne citer que celle-là, qui se morfondent dans les paliers les plus bas du football national.

Assurément, regrettent les observateurs, le club oranais ne mérite pas un tel sort, un club qui a joué un rôle prépondérant dans la résistance lors de la période coloniale et dont la création par, entre autres, feu Sadek Boumaza, avait pour objectif justement de défendre la cause nationale.

Ce fut également un moyen de défendre l'identité nationale à l'époque, d'où le nom de l'Union sportive musulmane Oran qui lui a été choisi. Outre son passé glorieux dans la lutte contre le colonialisme, l'USMO s'est illustrée également sur les terrains de football. Il avait remporté 7 fois le championnat d'Oran entre 1932 et 1950, ainsi que la Coupe d'Oran de la saison 1951-1952. Le palmarès du club compte également le titre de vice-champion nord-africain à trois reprises (1933, 1935 et 1950). Ce passé, écrit en lettres d'or, ne lui a pas suffi, néanmoins, pour se frayer un chemin vers la gloire lors de la période post-indépendance.

APS

LIGUE 1 MOBILIS/ JS KABYLIE: Benyoucef suspendu 4 ans pour dopage

Le joueur de la JS Kabylie Lyes Benyoucef, a été suspendu 4 ans de toutes compétitions ou activités sportives pour un contrôle positif, lors de la rencontre de son équipe contre le DRB Tadjenanet qui s'est déroulée le 1er avril dernier au stade Lahoua Smain de Tadjenanet pour le compte de la 25e journée du cham-

pionnat de Ligue 1, a indiqué la Ligue de football professionnel sur son site officiel. La commission de discipline qui a pris cette sanction lors de sa réunion tenue jeudi 9 mai, n'a pas précisé la nature du produit dopant consommé par Benyoucef dont la suspension a pris effet «à compter du 28 avril 2019». Outre la

sanction de quatre ans, le joueur devra s'acquitter d'une amende de 200.000 DA. C'est le quatrième joueur professionnel épinglé cette saison pour dopage, après le gardien de but de l'US Biskra (Ligue 2) Walid Gaha, contrôlé positif en décembre 2018 et suspendu pour six mois dont trois mois avec sursis, le mi-

lieu de terrain du MC Alger (Ligue 1), Hichem Cherif El Ouzani, contrôlé positif et suspendu quatre ans ferme de toutes compétitions ou activités sportives à compter du 30 janvier 2019 plus une amende de 200.000 dinars et Bilel Naili (USM El Harrach) suspendu quatre ans le 20 février.

LIGUE 1/MC ORAN : Accord trouvé avec l'entraîneur Leknaoui

L'entraîneur Nadir Leknaoui est attendu ce jeudi soir à Oran pour diriger sa première séance d'entraînement à la tête de l'encadrement technique du MC Oran, a appris l'APS de ce club de Ligue 1 de football.

Leknaoui, qui vient de mener l'US Biskra à la cour des grands une année seulement après sa relégation en Ligue 2, a trouvé un terrain d'entente dans ce sens avec le président du MCO, Ahmed Belhadj, lors d'une entrevue qui les a

réunies mercredi soir à Alger, indique-t-on de même source.

L'accord porte sur une collaboration entre les deux parties jusqu'à la fin de la saison en cours avec comme objectif éviter la formation phare de la capitale de l'Ouest la descente, précise-t-on encore.

Leknaoui sera aidé dans sa mission par Hadj Merine, auquel Belhadj a également fait appel après avoir réussi à faire accéder l'OM Arzew en Ligue 2,

ainsi qu'Aïssa Kinane, qui assure l'interim depuis le départ de Jean-Michel Cavalli, soit depuis près de deux semaines. Les «Hamraoua» joueront l'une de leurs dernières cartes dans la course au maintien samedi (22h30) en rendant visite au DRB Tadjenanet, un autre mal classé, dans le cadre de la 27e journée du championnat. Avant cette journée, les Oranais partagent la 13e place au classement avec l'O Médéa avec 28 points chacun.

CAN-2019 / SÉNÉGAL : Une liste de 27 joueurs dévoilée au plus tard le 20 mai

Le sélectionneur de l'équipe nationale du Sénégal de football, Aliou Cissé, va publier au plus tard le 20 mai une liste de 27 joueurs dont quatre réservistes, en prévision de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) prévue cet été en Egypte, rapporte la presse locale. Cissé devrait reconduire le même groupe qui avait pris part aux derniers matches (Madagascar et Mali) en mars dernier, indique la même source. "L'ossature qui doit aller à la Coupe d'Afrique est déjà là et le travail continue. Il peut y avoir des révélations ou de nouveaux joueurs performants qui pourront apporter quelque chose au groupe", avait-il déclaré. Le Sénégal qui va effectuer son stage de préparation en Espagne n'aura, jusqu'ici, scellé qu'un seul match amical contre le Nigeria, prévu le 16 juin, soit à quelques jours de l'ouverture de la compétition qui se déroulera du 21 juin au 19 juillet prochains. Lors de la phase finale de la CAN 2019, le Sénégal évoluera dans le groupe C, aux côtés de l'Algérie, de la Tanzanie et du Kenya. Les Lions de la Téranga entameront le tournoi contre la Tanzanie le 21 juin avant d'affronter successivement l'Algérie le 25 juin et le Kenya le 29 juin.

TRANSFERT : L'Algérien Sofiane Hanni en partance pour Alkmaar (Pays-Bas)

L'international algérien du Spartak Moscou, Sofiane Hanni, pourrait bien rejoindre le championnat néerlandais la saison prochaine, selon les informations de la presse locale.

Les responsables russes veulent l'inclure dans un accord avec la direction d'Alkmaar pour le transfert du jeune milieu offensif Guus Til, dans le sens inverse. La direction du Spartak ne serait pas contre un départ de l'ancien joueur d'Anderlecht lors de ce mercato d'été, le prix de l'attaquant algérien ayant été fixé à 5 millions d'euros. Sofiane Hanni (29 ans) n'aura pas totalement réussi à s'imposer au sein de l'effectif moscovite notamment à cause de ses désaccords avec l'ancien coach, Massimo Carrara. Il a inscrit quatre buts et offert six passes décisives, toutes compétitions confondues. L'international algérien est arrivé au Spartak Moscou en janvier 2018 en provenance d'Anderlecht (Belgique) pour un contrat qui court jusqu'en 2021.

Il avait évolué notamment à Ivry, Boulogne-Billancourt et Nantes en France.

LIGUE 2 : Championne pour la deuxième fois de rang, la réserve du WA Tlemcen attend son heure

L'équipe de la réserve du WA Tlemcen a été sacrée pour la deuxième fois de rang championne de sa catégorie en Ligue 2 de football, au moment où ses jeunes talents sont rarement utilisés dans l'équipe première, déplore-t-on dans l'entourage du club.

Les «jeunots» tlemcenien ont terminé la compétition à la 1ère place avec 64 points, devançant de cinq unités le dauphin, l'ASO Chlef, qui en a obtenu 59.

En conservant leur titre, les gars de la ville des «Zianides» ont confirmé leur suprématie dans leur championnat, après avoir dominé également de la tête et des épaules la précédente édition.

Ces jeunes n'ont pourtant pas été récompensés pour cette distinction, puisque l'entraîneur de l'équipe première, Fouad Bouali, a choisi plutôt de tabler sur des joueurs ramenés de différents horizons cette saison dans l'espoir de faire accéder son équipe en Ligue 1.

Peine perdue, puisque le WAT a échoué dans son pari lors de la dernière journée du championnat jouée samedi passée et au cours de laquelle les protégés de Bouali se sont contentés d'un nul sur le terrain de l'ASO, un résultat ayant



fait le bonheur des locaux qui ont décroché le troisième ticket donnant accès à la cour des grands.

Cet échec suscite déjà les critiques de la direction même du club, à sa tête le président, Djilali Benahmed, qui tablait sur un retour de son club en Ligue 1 pour sa première saison aux commandes.

D'ailleurs, dans des déclarations à la presse, le patron de la formation des «Zianides»

n'a pas ménagé l'entraîneur Bouali, lui faisant endosser la responsabilité de l'échec, affirmant au passage avoir répondu à toutes ses exigences pour mettre l'équipe dans les meilleures dispositions possibles.

La politique du WAT portant sur un recrutement tous azimuts a ainsi montré ses limites cette saison, en dépit des moyens financiers énormes mis à la disposition

du club par son président, et aussi les autorités locales qui ont contribué grandement dans l'arrivée de plusieurs sponsors cet exercice.

Et même si le président du WAT persiste et signe que son équipe était lésée à Chlef, dans l'entourage du club l'on souhaite plutôt investir dans cette équipe de la réserve pour relever le défi de retrouver le premier palier que le club a quitté il y a de cela six saisons.

ESPAGNE : Vers une saison de plus pour l'Algérien Medhi Lacen à Malaga

L'ancien international algérien, Medhi Lacen, sociétaire de Malaga CF, devrait remplir pour une saison supplémentaire au club évoluant en deuxième division espagnole de football, selon El-Desmarque, cité par le site DZfoot.com.

Le contrat qu'il avait signé l'ancien du Racing de Santander lors du mercato hivernal 2018 contenait une clause qui permet au joueur de 35 ans de prolonger d'une année de plus.

Le directeur sportif argentin de M?laga, Armando Huisillos, avait indiqué en mars 2018 que le milieu algérien serait avec le club la saison prochaine. «Medhi a l'option d'avoir plus d'années de contrat avec le club, il est presque certain qu'il continuera avec nous la saison prochaine», a-t-il déclaré.

L'ancien capitaine de la sélection nationale algérienne, avec 44 sélections entre 2010 et 2015, avait déjà activé cette

clause en août 2018, et peut désormais activer une nouvelle fois cette clause et continuer l'aventure avec le club andalou.

Après 37 journées jouées, M?laga occupe la 7e position avec 59 points, loin derrière le trio de tête: Osasuna (74 pts), Grenade (68pts) et Albacete (65 pts).

Lors de la prochaine journée, les coéquipiers de Medhi Lacen recevront, lundi 13 mai, Real Oviedo (8e, 57 pts).

ITALIE : L'Algérien Adam Ounas (Naples) dans la liste des transférables

Le nom de l'international algérien Adam Ounas se trouverait sur la liste des joueurs susceptibles de quitter le club de Naples (Serie A italienne), pour l'Udinese, rapportent des médias locaux.

Selon la même source, les responsables napolitains, qui auraient décidé de faire le grand ménage cet été au sein de leur effectif, voudraient inclure l'ailier droit algérien,

Adam Ounas, dans un deal avec la direction de l'Udinese.

Le président des «Azzurri», Aurelio De Laurentiis voudrait utiliser Ounas, âgé de 22 ans, comme monnaie d'échange pour le transfert de l'international argentin, Rodrigo De Paul, lors du mercato estival.

Coéquipier de son compatriote Faouzi Ghoulam, l'ailier du Napoli, en manque de temps de jeu, n'aura pas réussi

à s'imposer dans le dispositif de l'entraîneur Carlo Ancelotti cette saison.

Il a pris part à 26 rencontres pour quatre buts inscrits et une passe décisive offerte.

En avril dernier, le journal Tuttosport avait évoqué un possible prêt d'Adam Ounas durant l'intersaison. Arrivé en 2017 en provenance des Girondins de Bordeaux (Ligue 1 / France) pour un contrat

valable jusqu'en 2022, Ounas serait pisté par de nombreux clubs italiens, ainsi qu'en Espagne et en France, selon la même source. En équipe nationale, Adam Ounas avait pris part au match international amical contre la Tunisie (1-0), disputé le 26 mars au stade Mustapha-Tchaker de Blida. Il avait remplacé son coéquipier Mehdi Abeid (FCO Dijon), sorti sur blessure à la 66'.

FINALES DES COUPES D'EUROPE/FLAMBÉE DES PRIX: Klopp qualifie l'UEFA d'«irresponsable»

L'entraîneur de Liverpool Jürgen Klopp a qualifié, vendredi, d'«irresponsable» l'UEFA après que de nombreux supporters se sont émus des coûts des voyages et de l'envol des prix des places pour les finales des Coupes d'Europe suite aux qualifications de quatre clubs anglais.

Tottenham et Liverpool s'affronteront en finale de Ligue des champions le 1er juin à Madrid, et Arsenal et Chelsea seront opposés en finale de Ligue Europa le 29 mai à Bakou. Les fans

des deux clubs londoniens vont ainsi devoir planifier un voyage de 9.000 kilomètres pour un aller-retour dans la capitale azérie. Il n'y a effectivement aucun vol direct entre Londres et Bakou prévu pour la semaine précédant la finale.

"Les gars (de l'UEFA) qui décident du lieu des finales, je ne sais pas ce qu'ils prennent au petit déjeuner... Bakou, je n'ai aucune idée de comment aller là-bas, je ne sais même pas s'il y a des vols réguliers vers cette destination", a regretté le tech-

nicien allemand. "Ces décisions doivent être plus réfléchies, ils doivent montrer davantage de considération pour les fans quand ils choisissent les villes qui accueillent les finales. C'est irresponsable, je ne sais pas comment ils font". Les supporters londoniens sont en outre excédés de voir que l'UEFA n'a alloué que 6.000 billets à chacun des deux clubs qualifiés, pour un stade olympique qui contient 68.700 places.

Arsenal, qui a aussi fait savoir son mécontentement quant au

faible nombre de tickets alloués, estime que ses supporters devront déboursier plus de 1.100 euros rien que pour le voyage aller-retour à Bakou. Et ce sans compter le prix de l'hébergement et de la place au stade. Les fans de Liverpool et Tottenham, s'ils auront davantage de facilité à rejoindre Madrid, ont cependant vu les prix des avions, des hôtels et des billets pour le match exploser.

"Notre joie d'atteindre la finale est gâchée par le prix du voyage, de l'hébergement et des

billets", notent les supporters des deux clubs dans un communiqué conjoint. "Les prix des vols vers Madrid et les villes environnantes ont explosé de 840%. Les prix des chambres d'hôtel sont à plus de 1.100 euros la nuit (...) et les billets pour le match sont à plus de 600 euros, c'est de l'extorsion". "Il faut de la transparence de l'UEFA et de la part de nos clubs sur la manière dont les prix des billets sont fixés et comment ils sont distribués", ont-ils ajouté.

LE PRIX DE COUTINHO CONNU

Selon AS, les dirigeants du club espagnol seraient prêts à écouter les offres pour leur joueur brésilien. Le prix de vente serait fixé à 120 millions d'euros minimum. Manchester United serait intéressé à ce prix. Mais le joueur a déclaré il y a quelques semaines qu'il n'était pas question pour lui de rejoindre les Red Devils en raison de son ancienneté avec Liverpool. Rivalité, quand tu nous tiens.....



SADIO MANÉ AFFICHE SES AMBITIONS POUR LE BALLON D'OR 2019

Avec 20 buts marqués en Premier League, Mané, âgé de 27 ans, a joué cette année sa meilleure saison du championnat d'Angleterre dans lequel il évolue depuis 2014. Le sénégalais brille aussi en Ligue des Champions et c'est entre autre grâce à lui que les Reds sont qualifiés en finale, où ils affronteront Tottenham.

Le sénégalais ne cache pas ses ambitions pour le Ballon d'Or 2019. Qualifié en finale de la Ligue des Champions, le Lion de la Téranga s'est prononcé sur le Ballon d'or mondial lors d'une interview accordée à Orange. « C'est le rêve de tous les footballeurs. On verra ce qui va se passer. Personnellement, je vais essayer de me donner à fond pour pouvoir le remporter un jour et rendre fier tous les Sénégalais », a-t-il confié.

Lucas nommé joueur de la semaine

Lucas Moura a été nommé joueur de la semaine de Ligue des champions par l'UEFA après son triplé avec Tottenham contre l'Ajax.

Les demi-finales retour de Ligue des champions disputées cette semaine ont offert deux scénarios incroyables qui ont vu Liverpool et Tottenham renverser respectivement Barcelone et l'Ajax pour se qualifier en finale. Un succès que les Spurs, menés de deux buts à la pause à Amsterdam, doivent en grande partie à Lucas Moura. Le Brésilien a en effet inscrit les trois buts de son équipe en seconde période.

"Bien sûr, c'est le plus beau jour de ma carrière, déclarait-il après la rencontre. Je suis heureux et si fier. J'ai dit que je n'étais pas le héros, que tous mes coéquipiers sont des héros et que nous méritons ce moment. J'ai toujours cru que c'était possible. Nous nous sommes battus en seconde période. Je n'ai pas de mots pour expliquer ce moment, ce sentiment."

Une prestation XXL qui lui a valu d'être désigné joueur de la semaine de Ligue des champions par l'UEFA, en lieu et place de Divock Origi ou Georginio Wijnaldum, tous deux auteurs d'un doublé la veille avec Liverpool. Une belle reconnaissance pour le Brésilien, qui a parfois brillé cette saison sous le maillot des Spurs, même s'il peine toujours à se montrer constant dans ses performances.

KANE A RECADRÉ SES PARTENAIRES

Sur le flanc en raison d'une blessure à la cheville, Harry Kane (25 ans, 8 matchs et 5 buts en LdC cette saison) a assisté des tribunes à l'exploit de Tottenham contre l'Ajax Amsterdam (3-2), mercredi, lors de la demi-finale retour de la Ligue des Champions. Selon le latéral droit Kieran Trippier (28 ans, 7 matchs en LdC cette saison), l'attaquant anglais, qui s'est rendu dans le vestiaire à la pause, alors que les Spurs perdaient 2-0, a remobilisé ses troupes. "À la mi-temps, il est devenu fou, parce que nous pouvions faire beaucoup mieux, ce que nous savions tous, a réagi le Londonien pour le Daily Mail. Je ne connais pas la durée de son indisponibilité, mais nous espérons tous qu'il sera de retour pour la finale. Nous avons besoin de son leadership."



ORIGI RÉCOMPENSÉ ?

Héros de l'incroyable victoire remportée, mardi, face au Barça (4-0), Divock Origi devrait prolonger l'aventure chez les Reds. Sous contrat jusqu'en juin 2020, l'international belge devrait remplir pour deux saisons supplémentaires. Daniel Sturridge sur le départ, le Diable Rouge, qui a du se contenter de 19 apparitions cette saison, pourrait bénéficier d'un temps de jeu plus important la saison prochaine.

GARETH BALE CONDAMNÉ À UN EXIL CHINOIS ?

Pour l'ancien footballeur britannique Tim Sherwood, Gareth Bale (Real Madrid) n'a quasiment aucune chance de signer en Premier League cet été.

En froid avec Zinedine Zidane, Gareth Bale (29 ans) devrait quitter le Real Madrid cet été. Si le Gallois n'a pas spécialement envie de partir d'Espagne et se cache derrière son long contrat (2022) pour se montrer exigeant sur sa future destination, ce dernier a bien compris qu'il n'aurait pas d'autres choix que de faire ses valises. Reste à savoir où Gareth Bale rebondira...

Régulièrement envoyé à Manchester United dans un échange avec Paul Pogba, ou annoncé à Tottenham, Bale rend quand même sceptique les spécialistes anglais. Ancien joueur et entraîneur des Spurs, Tim Sherwood (50 ans) ne croit pas en un come-back du Gallois en Premier League... Mais plutôt en un exil exotique.

PRÉSIDENTE

Le chef de l'Etat reçoit
le Premier ministre

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah a reçu, jeudi au siège de la Présidence de la République, le Premier ministre, Nouredine Bedoui.

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah a reçu, jeudi au siège de la Présidence de la République, le Premier ministre, Nouredine Bedoui.

Lors de cette audience, qui a porté sur «l'examen de la situation politique et économique du pays», M. Bedoui «a présenté un exposé exhaustif sur les principales mesures prises par le Gouvernement conformément aux orientations du chef de l'Etat, particulièrement en ce qui concerne la disponibilité des produits alimentaires de large consommation durant tout le mois de Ramadhan et la redynamisation du mécanisme des marchés de proximité», indique un communiqué de la Présidence de la République.

L'accent a été mis sur l'impératif de «respecter les prix de référence et d'accorder l'intérêt nécessaire au dossier des aides sociales destinées aux familles nécessiteuses de façon à garantir une vie décente au citoyen».

Le Premier ministre a, également, présenté «un exposé exhaustif



sur le déroulement des préparatifs de la prochaine élection présidentielle, à savoir la révision exceptionnelle des listes électorales, la poursuite du retrait des formulaires de candidature ainsi que les dispositions liées aux aspects matériels mises en place par le Gouvernement».

A cette occasion, le chef de l'Etat a souligné «l'impératif de respecter les délais et les échéances prévus par la Constitution et les lois de la Répu-

blique, en assurant les conditions et mécanismes nécessaires pour le bon déroulement de cette importante échéance, en toute transparence, régularité et objectivité».

M. Bensalah a également insisté sur l'impératif de «maintenir tous les canaux de concertation et de dialogue ouverts avec toutes les instances et partenaires concernés par l'élection du 4 juillet». «D'autres points» ont également été évoqués, conclut le communiqué.

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME
Découverte du cadavre
d'un terroriste et destruction
de cinq (05) casemates pour
terroristes à Ain Defla

Le cadavre d'un terroriste enterré a été découvert et 5 casemates pour terroristes ont été détruites, jeudi à Ain Defla, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique vendredi dans un communiqué, le ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une large opération de fouille et de ratissage menée, le 09 mai 2019, dans la zone de Oued El K'sab, wilaya de Ain Defla / 1^{er} RM, un détachement de l'ANP a découvert le cadavre d'un terroriste enterré près d'une casemate pour terroristes. Cette opération s'est soldée, également, par la découverte et la destruction de cinq (05) casemates pour terroristes, sept (07) bombes anti-personnel, cinq (05) bombes anti-véhicules, trois (03) bombes de confection artisanale et (300) kilogrammes de denrées alimentaires», précise la même source. Par ailleurs, et «dans le cadre de

la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont arrêté, lors d'opérations distinctes à Tamanrasset / 6^{er} RM et Djanet / 4^e RM, (18) orpailleurs et saisi un camion, sept (07) groupes électrogènes, neuf (09) marteaux piqueurs et douze (12) quintaux de mélange de pierres et d'or brut, tandis que d'autres détachements de l'ANP ont déjoué des tentatives de contrebande de (3500) litres de carburant à Tindouf / 3^e RM, et plus de (6300) litres de la même substance à Souk Ahras, Tébessa et El-Taref / 5^e RM», est-il ajouté. «D'autre part, des éléments de la Gendarmerie nationale, en coordination avec les services de la Sureté nationale, ont intercepté (105) immigrants clandestins de différentes nationalités africaines à Tamanrasset / 6^{er} RM, alors que (17) autres immigrants de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen/2^e RM», conclut le MDN.

PUBLICITÉ



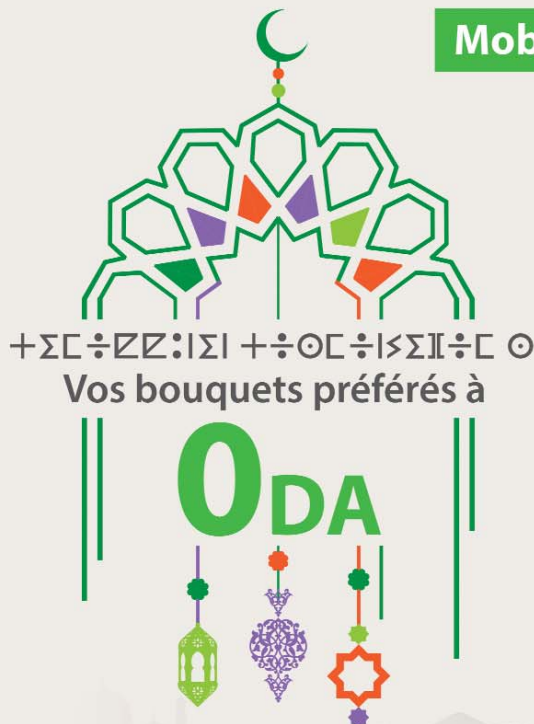
Horaires de prières
Météo
Ce jour là



Recettes
Conseil beauté
Conseil maman
Bien-être



Bon plan
Cinéma



Offre spéciale ramadhan, composez *620# et choisissez votre bouquet.

www.mobilis.dz

موبيليس
mobilis